



Agir pour la Protection de l'Enfant et le
Développement Communautaire
« APEDC RDC »

« PLAN STRATÉGIQUE ET OPERATIONNEL QUINQUENNAL
2023 – 2027 »

1. Sommaire

Le présent document de Plan Stratégique et Opérationnel Trisannuel (PSOQ) que produit et met en place **Agir pour la Protection de l'Enfant et le Développement Communautaire** (APEDC RDC) en sigle, est un outil de processus programmatique qui oriente non seulement les objectifs à atteindre selon la vision-mission ainsi que des valeurs de l'APEDC RDC, mais aussi, il trace une bande ou plan racinaire d'analyse reprenant les stratégies de l'environnement interne et externe de APEDC RDC et s'y réfèrent à un passage présentatif sur les Forces, faiblesses, opportunités et menaces; lesquelles projettent l'atteinte des résultats au vue des indicateurs qui seront également prescrits dans ledit document pour une fourchette de temps allant de 2023 à 2027, soit trois ans.

Le PSO d'APEDC RDC ne sera réaliste que si tous ; par implication, contribution, donation et engagement s'alignent sur une communication, gestion rationnelle et dévouement en tant qu'humanitaire.

2. Description de APEDC RDC

Agir pour le Protection de l'Enfant et le Développement Communautaire (APEDC RDC) est une organisation sans but lucratif, membre de la Société Civile, œuvrant pour la Protection de l'Enfant et de la Femme affectés par multiples vulnérabilités. APEDC-RDC offre une aide/assistance humanitaire ou de développement aux communautés et aux personnes affectées par les différentes crises humanitaires liées aux conflits armés, inter/intra-communautaire (de pouvoirs, fonciers, ...), tout en ciblant les bénéficiaires les plus marginalisés. Enregistré dans la Province du SudKivu en Juin 2015 sous le certificat de dépôt N°JUST.112/DP-SKV/CA/329/2015, APEDC RDC est également reconnu et enregistré comme une ONG congolaise œuvrant sur toute l'étendue de la République Démocratique du

Congo depuis le 1er Juin 2022, sous le N°JUST/SG/20/2904/2022 et accusé de réception n°F.92/48.405. APEDC-RDC est également enregistrée et immatriculé à la CNSS sous le numéro 1019320300 et à la DGI sous le numéro A2314034F en province du Sud-Kivu où il a une représentation sociale.

3. Enoncé sur nos valeurs, Vision et Mission

Nos valeurs sont : le professionnalisme ; transparence ; compassion et égalité de sexe. La vision de APEDC-RDC est de voir les communautés appuyées maintenir leur niveau d'adaptation au choc en s'appropriant les actions de développement de leurs communautés, avec comme mission de soutenir les communautés affectées, plus vulnérables, éloignées et les structures communautaires et celles de la Société civile dans les milieux fragiles à conflits à travers des actions d'urgence, de relèvement précoce et de développement durable.

4. Analyse stratégique de l'environnement Interne et Externe

APEDC RDC retrace à la fois deux cases stratégiques au cours de ces trois années susmentionnées et lesquelles présentent de manière spécifique des sous stratégies en orientations ordinales comme plan racinaire à opérationnaliser englobant à la fois : une partie du plan dite Inter-organisationnel et l'autre externe et toutes s'alignent soit dans les urgences soit dans le développement, selon que les contextes se présenteront d' une zone à une autre où APEDC RDC intervient ou celles à capitaliser pour cette période; mais aussi suivant la courbe croissante des besoins par secteur (Eau, Hygiène et Assainissement (EHA), Santé, Sécurité Alimentaire/Moyens de Subsistance, GTAME (Articles Ménagers Essentiels), ABRIS et Protection (VBG, PSEA, GTPE, LTP,) et la Gouvernance et Gestion de conflit.

4.1. Analyse stratégique de l'environnement Interne

En grandes lignes, on peut retenir ici la planification des activités que se veut APEDC RDC d'ici trois ans et cela selon les secteurs d'intervention clés au vue de son rayon d'action. Cette plage éclaircit également sur toutes les ressources nécessaires pour y parvenir. Cependant, tout part de l'organigramme échelonnant les organes au sein de l'organisation et par la suite chaque département avec des activités spécifiques à capitaliser tout comme à mobiliser. Ce type de stratégie s'aligne aux différentes politiques et Manuel des procédures en vigueur, développés par APEDC RDC dont celle de recrutement du personnel, de la gestion administrative,...

4.2. Analyse stratégique de l'environnement externe

Il s'agit ici de tout ce qui cadre de la coordination du système humanitaire en termes de mobilisation non seulement des partenariats mais également des ressources financières. C'est autant dire, la capitalisation de tout l'engagement de APEDC RDC en humanitaire que dans le développement. Et dans ce PSO, on parlera des lignes spécifiques sur le Manuel procédural en vigueur, les documents administratifs de gestion du personnel/Staffs et les politiques développées par APEDC RDC dont celle de recrutement du personnel,....de la logistique,....Un point d'attention doit être mentionné sur la nécessité d'opérationnaliser l'organisation dans une zone à une autre, tout comme du désengagement.

5. Orientations stratégiques du PSO 2023 – 2027

5.1. Orientation stratégique 1

□ Evaluation des besoins et suivi des programmes □

Afin de marquer une présence opérationnelle tant dans les zones déjà où APEDC travaille et celles en gestation programmatique il faudra :

- Développer au sein de la coordination nationale un mécanisme permanent d'évaluation rapide des besoins humanitaires multisectoriels et en faire des mises à jour de façons régulières ;
- Partager au moment opportun et dans le délai les données et informations suivant un mécanisme de communication très clair respectant la traçabilité et la chaîne de communication de l'élaborateur aux consommateurs.

5.2. Orientation stratégique 2

□ Coordination de l'action humanitaire □

Dans le souci de soutenir et consolider la coordination de programme dans l'action humanitaire au sein de APEDC RDC de 2023 à 2027, il faudrait :

- ② Constituer une équipe programme mobile permanente, laquelle doit avoir la situation globale multisectorielle des provinces acquises par APEDC en ces jours. Cette équipe joue un rôle d'appui rapproché de transfert des compétences et d'échanges d'expériences avec les staffs terrain provinciaux pour ce qui concerne la coordination humanitaire et la mobilisation des fonds;
- ② Disposer des staffs terrains soudée aux prises part dans les réunions humanitaires (Présentiel ou via des liens Teams, webmax, Zoom,). Elle sera outillée à l'organisation des réunions internes/Externes à travers les mêmes liens suscités pour représenter APEDC RDC et orienter les plaidoyers pour, par et avec les personnes dans les besoins en Santé, Wash, Secal, Nutrition, Protection, AME et ABRIS par province.

5.3. Orientation stratégique 3

□ Mobilisation des fonds et partenariat □

Un carnet d'adresses initiale va permettre à prendre les contacts intéressants et l'équipe programme mobile en charge de la coordination humanitaire s'en servira pour des contacts permanents et échanges bilatéraux. Une analyse sera faite avant toute rédaction d'une proposition à projet et des contacts sûrs tenus.

5.4. Orientation stratégique 4

□ Réponse multisectorielle □

APEDC RDC s'assigne d'apporter des réponses intégrées de façon coordonnée et complémentaires suivant la norme et principes humanitaires dans les domaines de la Sécurité Alimentaire/Moyens d'existence, WASH, Santé/Nutrition, Protection transversale, AME/ABRIS et autres thématiques transversales telles que le changement Climatique, Gestion de l'Environnement, ... dans les provinces de l'Ituri, Nord-Kivu, Sud-Kivu, Maniema, Kikwit et Maindombe. Ces actions lui permettront d'y parvenir :

- ② Assoir les communautés vulnérables dans la recherche-action à travers les Méthodes Accélérées de la recherche participative, aux problèmes qui entravent leur avenir socio-économique ;

- ☐ Mobiliser les communautaires bénéficiaires dans les zones d'action et encourager la promotion des activités sectorielles et des initiatives locales par structuration, redynamisation, renforcement des capacités, formations participatives et d'échange d'expériences.

6. Objectifs prioritaires du PSO 2023 – 2027

- ☐ Concourir à la réduction des vulnérabilités des personnes en détresse et affectées par différentes crises humanitaires dans le rayon d'action de APEDC à travers des évaluations des besoins, leur analyse et par une réponse directe ou indirecte pour sauver des vies.
- ☐ Conclure des partenariats privés avec les parties prenantes ou des organismes humanitaires pour susciter l'approche complémentarité et coordination.

6.1. Objectifs spécifiques

- ☐ Accroître la participation de la Femme/Fille, des personnes à mobilité réduite et des personnes à besoins spécifiques (Personnes de 3^è âge, Veuf/veuve, orphelin) dans la réponse humanitaire ;
- ☐ Organiser des séances communautaires/Sondages dans la priorisation des besoins humanitaires, faire participer/Impliquer les parties prenantes dans l'analyse des risques de Protection pendant les évaluations des besoins humanitaires multisectoriels ;
- ☐ Cartographier les zones à risques (Hot spot) de résurgence des crises humanitaires en conformité avec le HRP 2023 ;
- ☐ Soutenir les besoins des personnes affectées vivant dans les milieux très éloignés et fragiles en soulageant leurs souffrances ;
- ☐ Renforcer le niveau de participation et communication pour appropriation totale des activités des programmes d'ici 2023 – 2027 dans les zones à projet ;
- ☐ Comprendre les perceptions des parties prenantes (Autorités locales, leaders locaux, femmes/ Filles et garçons sur pratiques essentielles d'hygiène et analyse des risques pour sa mitigation en EHA, AME, ABRIS et SECAL ;
- ☐ Identifier des points d'amélioration en EHA, confronter les communautés à leurs pratiques de défécation et à susciter en elles un sentiment de dégoût et de honte et les pousser à modifier leurs comportements et à s'équiper en ouvrages d'assainissement.

7. Présentation du Plan Stratégique et Opérationnel triennal par domaine sectoriel.

7.1. Analyse de la situation

Comme dit ci-haut, le Plan Stratégique et Opérationnel Quinquennal (PSOQ) en lien avec la vision et les principes directeurs à long terme décrits dans les textes statutaires et normatifs d'APEDC RDC conformément aux stratégies globales et sectorielles de ses différents domaines d'intervention. Il rallie ainsi les textes fondateurs de l'organisation pour passer aux actions concrètes qui accompagnent la vision prospective et les stratégies organisationnelles. Il constitue donc le premier plan triennal de la mise en œuvre et présente les orientations opérationnelles de l'action sociale, humanitaire et de développement, les objectifs et les

progrès à réaliser durant la période 2023 – 2027. Il met également en évidence le cadre budgétaire de référence ainsi que des mesures d'accompagnement.

En outre, il comprend deux outils essentiels à la mise en œuvre du PSOQ, à savoir le répertoire des actions prioritaires à mener de 2023 à 2027 et le guide du suiviévaluation du Plan triennal à la même période.

SECTEUR D'INTERVENTION : VBG et PSEA

Les signalements de Violences basées sur le genre (VBG) contre les filles et les femmes au niveau de la République Démocratique du Congo, plus dans les provinces du Nord-Kivu, Sud-Kivu, Maniema, Maïdombe et bien Ituri ont augmenté de plus 39% au cours de l'année 2023 et la Province du Nord-Kivu à elle seule connaît une augmentation de 37% quant à ce.

Les violences ne sont presque dénoncées dans nos sociétés traditionnelles et les victimes trouvent rarement une voie de recours. Lorsqu'une Fille/Femme est violée, elle ne sait pas que faire et chez qui reposer la tête. En revanche, on note vers la fin de 2020, au moins 27 000 cas de violences basées sur le genre (VBG) déclarées et pris en charge dans les structures médicales.

Au vu de cette situation, APEDC RDC est déterminé à travers le PSO 2023 – 2027 à marquer son appui au Gouvernement congolais à travers ses partenaires afin d'armer les prestataires des services des soins sur le terrain, renforcer leurs capacités et soutenir la gestion clinique aux femmes/Filles subissant les violences à travers une réponse active et communautaire.

Objectif global:

- Contribuer à la réduction des risques des violences basées sur le Genre et PSEA.

Objectif spécifique 1:

Mobiliser les communautés et renforcer leurs capacités pour prévenir les cas de VBG, AES dans nos Zones d'intervention/Provinces

Résultats	Indicateurs	activités	Cibles	Budget prévisionnel	Rayons d'action
D'ici 2027, 60 structures communautaires sont appuyés techniquement et financièrement accompagnées pour mieux prévenir et lutter contre les VBG et PSEA	Nombre de structures communautaire identifiées et redynamisées	Identifier et redynamiser les structures communautaires (CBCM)	60	19159,44\$	
	Nombre de personnes formées pour la prévention contre les VBG	Organiser les ateliers de renforcement des capacités de strucues communautaires sur les thématiques VBG et EAS	720	237024\$	
	Nombre des structures appuyées	Doter les CBM en fournitures , en équipement et en frais de fonctionnements	12	14221,44\$	

Objectif spécifique 2:

- ☐ Renforcer la communication au sein des communautés pour le changement de comportements face aux VBG et EAS dans les Zones d'intervention/Provinces

Résultats	Indicateurs	Activités	Cibles	Budget prévisionnel	Rayons d'action
80% de 60.000 personnes sensibilisées ont améliorées leur compréhension sur les conséquences des VBGEAS et son impliquées dans les actions de prévention	Nombre de dialogues organisés	1. Organiser les dialogues intergénérationnels sur les thématiques VGB-EAS	600 participants	118512\$	
	Nombre de théâtres et cinémas mobiles produits	2. Produire des théâtres participatifs de rue et de cinémas mobiles	N/D	79008\$	

Objectif spécifique 3 :

Apporter une prise en charge holistique aux survivants(es) des violences basées sur le genre et AES.

Résultats	Indicateurs	Activités	Cibles	Budget prévisionnel	Rayons d'action
-----------	-------------	-----------	--------	---------------------	-----------------

D'ici 2027, 100% de 1800 survivantes de VBG et AES ont bénéficié d'une prise psychosociale, 60%	Nombre de staffs APEDC formés sur les VBG, EAS et l'approche	1. Former les staffs du programme APEDC sur les VBG, EAS et l'approche psychosocial	60	6132\$	
de 1800 soit 1080 survivantes de cas VGB et EAS ont bénéficié d'une prise en charge médicale et 20% de 1080 soit 216 survivantes prises en charge médicalement ont été réinsérées socio économiquement	psychosocial	communautaire			
	Nombre de prestataires des soins formés sur VBG, EAS et la prise en charge médicale des survivantes	2. Former les prestataires de soins sur les VBG, EAS et la prise en charge médicale des survivantes	180 prestataires	16954\$	
	Nombre de survivantes des cas VBG et EAS qui ont bénéficié de la prise en charge psychosociale, prise en charge médicale et réinsérées socio économiquement	3. Assurer la prise en charge médicale, psychosociale, juridique et judiciaire des survivantes et leur réinsertion socioéconomique	1800 survivantes de cas VBG et/ou EAS	500954,69\$	

	Un numéro vert d'APEDC-RDC est mis en place et opérationnel	4. Appuyer le fonctionnement d'une ligne verte opérationnelle 24h sur 24h, dédiée uniquement aux cas des VBG, EAS et garantissant l'anonymat et organiser la permanence des services d'accueil pour	1	4608,8\$	
		un service continu.			
Sous- Total				\$996214,37	

SECTEUR CLE D'INTERVENTION : Sécurité Alimentaire / Moyens de Subsistance (SECAL)

Objectif Global :

Contribuer à l'amélioration du secteur agricole et au renforcement de moyens d'existence des personnes les plus vulnérables affectées par l'insécurité alimentaire.

Résultat	Indicateurs	Activités	Cible	Budget prévisionnel
Objectifs spécifique 1: Contribuer à l'amélioration	1 des conditions d'accès de	personnes affectées à la Sécurité	é Alimentaire.	

Résultat 1 : 80% des besoins des personnes affectées par la crise alimentaire sont connus.	? Nombre des ménages dans le besoin en sécurité alimentaire évalués.	? Evaluation et analyses des besoins en sécurité alimentaire	? 27000	\$ 11 851,20
Résultats 2 : Les capacités des personnes affectées et dans les besoins sont renforcés et elles ont	? Nombre des organisations paysannes et des membres structurés et (OP) renforcés en capacités.	? Structuration et renforcement des capacités des bénéficiaires en Techniques Améliorées de Productions Agricoles innovantes (TAPA).	? 288	\$ 18 961,92
accès aux terres arables.	? Nombre des moniteurs agricoles et animateurs renforcés en TAPA.	? Renforcer les capacités des MONAGRI et animateurs en Techniques Améliorées de Production Agricole (TAPA)	? 42	\$ 5 530,56
	? Nbre de CEP et champs semenciers installés	? Accompagnement technique des bénéficiaires dans la mise en place des champs de productions.	? 36 hectares	\$ 9 4480,96
Résultat 3 : Les personnes affectées ont accès aux moyens de	? Nombre des tonnes des semences vivrières, maraichères et outils aratoires distribués,	? Acquisition et distribution des semences et outils aratoires.	? N/D	\$ 65 840,00

subsistance	☐ Nombre des champs de production agricole suivi	☐ Suivi des bénéficiaires dans leurs champs de production agricole.	36 hectares	\$ 40 820,80
Objectifs spécifique 2: Faciliter l'accès des personnes affectées aux protéines d'origine animale.				
Résultat 1 : ☐ Les vétérinaires sont renforcés en capacités sur les techniques d'élevage des caprins et soins des bétails.	☐ Nombre des vétérinaires renforcés sur les techniques d'élevages et les soins des bétails.	☐ Renforcement des capacités des vétérinaires sur les techniques d'élevage des petits bétails (Caprins) et soins des animaux.	☐ 30	\$1 872, 00
Résultat 2 : Les bénéficiaires sont renforcés en capacités sur les techniques d'élevage des caprins et volailles.	☐ Nombre des bénéficiaires formés sur les techniques d'élevages des petits bétails et volailles.	☐ Formation des bénéficiaires sur les techniques d'élevage des petits bétails (Caprins) et volailles.	☐ 288	\$ 7 188, 48
Résultat 3 : ☐ Des géniteurs caprins achetés et distribués	☐ Nombre des têtes distribuées	☐ Achat/distribution des géniteurs des caprins.	☐ 864	\$ 43 130, 88
Résultat 4 : ☐ Des géniteurs des caprins suivis sont en bonne santé.	☐ Nombre des géniteurs malades soignés	☐ Accompagnement et appui en produit vétérinaires aux bénéficiaires éleveurs.	☐ N/D	\$ 1560, 00

Résultat 5 : ☑ les bénéficiaires sont formés sur les techniques d'élevage des poissons.	☑ Nombre des personnes formées sur les techniques piscicoles.	☑ Formation des bénéficiaires sur les techniques piscicoles	☑ 864	\$ 5 241, 60
Résultat 6 : Amélioration de la production piscicole distribution des alevins.	- Nombre d'étangs piscicoles aménagés et alevinés.	- Aménagement des étangs piscicoles ; - Achat et distribution des alevins	- 36 étangs - 45 000 alevins	\$ 20 133, 40
Objectifs spécifique 3 : Facilité l'accès physique et l'accroissement de revenus des bénéficiaires.				
Les producteurs locaux participent à la gestion, conservation et	☑ Nbre des unités de transformation dotées et installées	☑ otation et installation des unités de transformation	☑ 12	\$ 14 7160,80
transformation de leurs productions.		des produits agricoles (moulins et décortiqueuses).		
	☑ Nbre des greniers/dépôts communautaires	☑ ppui à la construction des greniers/dépôts communautaires	☑ 12	\$ 17 987, 20

Les pouvoir d'achat et revenu des communautés affectées sont renforcés/augmentés, et l'écoulement de leurs produits agricoles facilité.	☐ Nombre des RDA évalués et de kilomètres des routes réhabilités et entretenue.	☐ cartographie et évaluation des états de lieu des routes de desserte agricole (RDA) et leur réhabilitation.	☐ 0 Km	\$ 49 380,00
Sous-total				\$ 313 695,80

SECTEUR D'INTERVENTION : NUTRITION

SECTEUR CLE D'INTERVENTION : NUTRITION

Objectif Global :

Contribuer à la réduction du taux de la malnutrition chez les enfants et FEFA à travers des activités de prise en charge, de prévention et d'accès de la population à une alimentation saine.

Résultat	Indicateurs	Activités	Cible	Budget prévisionnel
Objectifs spécifique 1:				

Contribuer à l'amélioration de l'état nutritionnel des enfants et fefa à travers les activités de prévention de la malnutrition chronique.				
Résultat 1 : La malnutrition chronique est réduite à 10% à travers les activités promotionnelles de l'ANJE, NAC et maraichères dans les zones de santé d'intervention de APEDC-RDC.	<input type="checkbox"/> Nombre des séances d'éducation nutritionnelle et démonstrations culinaires organisées,	<input type="checkbox"/>	15 séances	29 628\$
	<input type="checkbox"/> Nombre d'émissions radios produites sur l'ANJE ;	<input type="checkbox"/> Organiser les séances d'éducation nutritionnelle et de démonstrations culinaires	120 émissions	5 925,60\$
	<input type="checkbox"/> Nombre des visites à domicile organisées	<input type="checkbox"/> Monter et produire des émissions radios sur l'ANJE;	-	-
		<input type="checkbox"/> Organiser des visites à domicile		
Objectif spécifique 2 : contribution à la réduction des prévalences de la malnutrition aiguë (modérée et severe) dans nos zones d'intervention				

Résultat 1 : La mortalité liée aux problèmes de la malnutrition chez les enfants et FEFA est réduite à 10% à travers les activités de prise en charge nutritionnelle adéquate dans nombre zones d'intervention en RD Congo	<input type="checkbox"/> Nombre des prestataires de soins formés sur la PCIMA, L'ANJE et la NAC ;	<input type="checkbox"/> enforcer des capacités des prestataires des soins (IT, ITA, Accoucheuses), RECO, CAC, Leaders locaux sur la PCIMA, L'ANJE et la NAC	R 15 Séances	29 637,8\$
	<input type="checkbox"/> ombre des structures de prise en charge (UNTI, UNTA, UNS) redynamisées et	<input type="checkbox"/> edynamiser des structures de prise en charge (UNTI,	R 20	39 504\$
	accompagnées ; <input type="checkbox"/> Nombre des cas identifiés et pris en charge ; <input type="checkbox"/> Nombre des champs loués et cultivés	UNTA, UNS); <input type="checkbox"/> rganiser des dépistages actifs et passifs ; <input type="checkbox"/> rise en charge nutritionnelle proprement dite des cas identifiés, <input type="checkbox"/> nitier des activités de cultures maraichères et vivrières	15 000 15 000 15 000	49 380\$ 197 000\$ \$4 444 200
Objectif spécifique 3. Amélioration de la chaîne de production et commercialisation des produits agropastoraux				

Résultat 1 : Les denrées alimentaires disponibles sur les marchés des milieux ruraux, sont produits et transformés localement, contribuant à l'accroissement de l'économie des ménages producteurs.	<input type="checkbox"/> Nombre des bénéficiaires structurés et appuyés dans différentes filières agricoles	<input type="checkbox"/> Porter un appui participatif aux filières agricoles par la structuration des acteurs,	45 structures	30 660\$
	<input type="checkbox"/> Nombre des filières d'approvisionnement en intrants organisées	<input type="checkbox"/> Organiser des filières d'approvisionnement en intrants ;	5	4088\$
	<input type="checkbox"/> Nombre des bénéficiaires accompagnés techniquement à la	<input type="checkbox"/> Assurer l'accompagnement technique à la production et transformation des	45 structures	30 660\$
	production et transformation des produits agricoles	produits agricoles ;		
	<input type="checkbox"/> Nombre des bénéficiaires appuyés en AGR	<input type="checkbox"/> Ancrer des activités génératrices de revenus concernant la production et la vente des produits agricoles.	15 000 bénéficiaires	30 660\$

Résultat 2 : 400000 ménages ayant des enfants de moins de 5 ans & FEFA en RD Congo ont des denrées alimentaires disponibles et accèdent facilement à une nourriture de bonne qualité.	<input type="checkbox"/> Nombre des bénéficiaires des kits agricoles et pastoraux	<input type="checkbox"/> Fournir des kits agricoles et pastoraux (Semences maraichères et vivrières bio fortifiées et outils aratoires);	15 000 bénéficiaires	4 938 000\$
	<input type="checkbox"/> Nombre des bénéficiaires	<input type="checkbox"/> Apporter des vivres ou PTM / (Cash and Voucher) de protection de semences en période de labour et de semis.	15 000 bénéficiaires	987 600\$
Total				\$10 817 463,00

SOUS SECTEUR : Environnement et Protection de la Nature Environ 60% de la population Congolaise (près de 45 millions de personnes) vivent dans des conditions d'extrême pauvreté (moins de 1 dollar par jour). L'insécurité alimentaire touche 71% de la population et 57% de celle-ci n'ont pas accès aux services de santé de base. La hausse de température présente également un impact sur l'économie du pays à travers le secteur primaire (notamment l'agriculture) : les maladies qui touchent les cultures et les sécheresses s'intensifient, provoquant l'insécurité alimentaire et la pauvreté. Les simulations effectuées par la Banque mondiale indiquent que les pluies de cette région s'intensifieront davantage en entraînant des destructions dues aux inondations, des glissements de terrain et l'érosion des sols. A titre illustratif, on peut parler des inondations et glissement des terres dernièrement enregistrés au mois de Mai 2023 dans le territoire de Kalehe, zone de santé de Kalehe et dans celle de Mulungu/territoire de Shabunda, ayant occasionné des conséquences graves sur le plan humain et matériel.

De façon spécifique, il s'observe aussi le défaut de mise en valeur durable des eaux souterraines, la préservation de la qualité des eaux souterraines et les nuisances environnementales par certaines industries installées dans la province du Sud-Kivu, Maniema, Nord-Kivu où APEDC RDC a des activités. A côté des éléments ci-haut présentés, on note également une démographie de plus en plus croissante en milieu urbain, la demande en bois-énergie ne cesse de croître, avec comme conséquence sur la population rurale notamment la diminution des Produits Forestiers Non Ligneux (PFNL) et ligneux (PFL) et des plantes médicinales.

APEDC RDC tente d'ici 2023 à 2027, accompagner les communautés locales et les peuples autochtones de ses zones d'intervention atténuent et s'adaptent aux effets de changement climatique grâce à la sécurisation et l'amélioration de leurs moyens d'existence ».

Objectif global:

Améliorer la résilience communautaire par le développement de l'agroforesterie et la valorisation des terres ou espaces dénudés non exploités par la plantation/reboisement pour une meilleure gestion des écosystèmes

Objectif spécifique 1:

Renforcer les mécanismes d'atténuation des risques liés au réchauffement climatique.

Résultat	Indicateurs	Activités	Cible	Budget prévisionnel
Résultat 1 : Les capacités de 250 membres de la communauté bénéficiaire sont renforcées et les risques liés au changement climatique analysés.	? Nbre des membres des communautés (Autorités et leaders locaux, femmes, élèves, exploitants des bois énergie et bois d'œuvre) renforcés sur l'analyse des risques dits au changement climatique.	? Renforcement des capacités des membres de la communauté bénéficiaire sur l'analyse des risques dits au changement climatique.	- 250	\$ 10 320,00

Résultat 2 : Un atelier de la cartographie des zones exposées aux risques de catastrophes naturelles organisé.	☐ Nbre de zones à risques environnementaux cartographiées.	☐ Organisation d'un atelier de cartographie des zones potentiellement exposées aux risques de catastrophes naturelles.	N/D	\$ 10.320,00
Résultat 3 : Les Autorités locales, leaders locaux, des agriculteurs et des peuples autochtones participent à l'identification et consultation d'état de lieu des forêts et leurs usages.	☐ Nombre des forêts identifiées, prospectées selon leurs usages et de séances de consultation organisées.	☐ Identification des forêts et leurs états de lieu et la cartographie des usages et droits coutumiers : Prospection et organisation des séances des consultations en Barza communautaires.	☐ 25 personnes	\$ 13 660,00
Objectif spécifique 2:				
Restaurer les potentialités <u>des terres agricoles dégradées.</u>				
Résultat 1 Les cartographes locaux	☐ Nombre de cartographes formés, des données et	☐ Formation des cartographes locaux, collecte des données GPS, production des cartes et validation des cartes.	N/D	\$ 15 840,00
formés et les données sur les forêts locales collectées.	validées.	locaux, collecte des données GPS, production des cartes et validation des cartes.		

<p>Résultat 2 70% des membres des Communautés locales et les peuples autochtones assurent la gestion de leurs forêts.</p>	<p>☐ Nbre de Concession Forestière de Communautés locales (CFCL) et la gestion et exploitation multi-usage des CFCL.</p>	<p>☐ enue des séances d'échange et de consultation sur la gestion des forêts communautaires ;</p>	<p>☐ 5 séances de restitution,</p>	<p>\$ 4 131,00</p>
<p>Résultat 3 : 70% des terres agricoles dénudées en perte de couvert végétal sont restaurées et valorisées.</p>	<p>☐ Nombre d'hectares des forêts dénudées avec des arbres et cultures.</p>	<p>☐ ppu communautaire à l'agroforesterie (plantation des arbres associés aux cultures)</p>	<p>☐ 6 ha</p>	<p>\$ 16 855,00</p>
<p>Résultat 4 Les élèves filles et garçons sont sensibilisés/animés sur l'éducation environnementale et l'importance de l'arbre.</p>	<p>☐ Nombre séances des sensibilisations/animations organisées.</p>	<p>☐ Sensibilisation/animation sur l'éducation environnementale et l'importance de l'arbre.</p>	<p>☐ 1 000 élèves</p>	<p>\$6 205,42</p>
<p>Résultat 5 La gestion et conservation du sol dans les milieux scolaires/zones fragiles à catastrophes naturelles sont maintenues.</p>	<p>☐ Nombre des plantules distribuées et plantées.</p>	<p>☐ Acquisition des plantules des arbres à croissance rapide et/ou fruitiers et leur distribution au sein des établissements primaires.</p>	<p>☐ 1 000 plantules</p>	<p>\$ 16 460, 00</p>
<p>Objectif spécifique 3: Contribuer au renforcement des mécanismes communautaires de protection de l'Environnement.</p>				

Un plan de gestion environnemental produit et diffusé.	<input type="checkbox"/> Nbre des personnes ayant participé à l'élaboration du plan de gestion environnementale.	Elaborer et mis en place d'un plan de gestion de environnemental.	125 personnes	\$ 7 900, 80
Sous-total				\$101 692,26

SECTEUR CLE D'INTERVENTION : ABRIS et GTAME

Les crises sont inhérentes en République Démocratique du Congo dans le secteur d'ABRIS et GTAME au vue des catastrophes naturelles et des conflits ayant occasionné plusieurs déplacements des populations vers des zones un peu stables et sécurisées. Le secteur coordonne le mécanisme de soutien des personnes touchées par des catastrophes et des conflits avec les moyens de vivre en apportant une réponse en abri sûr, digne et approprié selon le contexte de la crise dans le souci de faciliter l'accès au logement décent et leur permettre d'améliorer la protection physique, mental et le niveau de vie.

Objectif global:

- Apporter une réponse intégrée et coordonnée afin de soutenir les populations affectées par des crises inhérentes en AME et ABRIS.

Objectif spécifique 1:

- Mobiliser les ressources financières à travers des partenariats privés et répondre aux besoins en AME/ABRIS;

Résultat	Indicateurs	Activités	Cible	Budget prévisionnel
----------	-------------	-----------	-------	---------------------

<p>☐ Protocoles de collaboration signés et les de partenariats conclus sauvegardés et consolidés.</p>	<p>☐ Nombre de partenariats conclus avec donateurs humanitaires, privés et inter-organisationnels.</p>	<p>☐ Adresser des lettres de demande des partenariats techniques et financiers.</p>	<p>☐ Organisations humanitaires, Agence UN, Gouvernement congolais.</p>	<p>\$5 110,00</p>
<p>☐ Ressources financières mobilisées, acquises et les projets financés.</p>	<p>✦ Nombre des coopérations conclues, des projets soumissionnés et des demandes d'éligibilité approuvées.</p>	<p>✦ Coopération/rédaction des projets et demande d'éligibilité aux partenaires l'exigeant.</p>	<p>N/D</p>	<p>\$ 4 938,00</p>
<p>Objectif spécifique 2 :</p> <p>☐ Soutenir la coordination des réponses AME et ABRIS dans les zones d'intervention de APEDC RDC et en faire suivi;</p>				
<p>✦ La coordination du secteur GTAME/ABRIS assurée par APEDC dans ses zones d'intervention.</p>	<p>✦ Nombre des provinces de rayon d'action d'APEDC sous son lead en AME/ABRIS.</p>	<p>✦ Assurer la coordination lead du secteur GTAME/ ABRIS dans nos zones d'intervention.</p>	<p>N/D</p>	<p>\$ 7 571,60</p>
<p>Objectif spécifique 3: ☐ Organiser les formations ou briefing sur les standards opérationnels et vulnérabilités en AME et ABRIS.</p>				
<p>✦ Les standards opérationnels et des vulnérabilités en AME et ABRIS sont connus par les OBC.</p>	<p>✦ Nombre d'OBC appuyées techniquement sur les standards opérationnels et vulnérabilités en AME et ABRIS.</p>	<p>✦ Apporter une assistance technique aux partenaires œuvrant en AME/ABRIS sur les standards opérationnels et vulnérabilités. ✦</p>	<p>25 OBC</p>	<p>\$ 4 115,00</p>

<p>✦ Les staffs sont formés sur les standards opérationnels et en évaluation des besoins en AME et ABRIS et maîtrisent les outils de collecte.</p>	<p>✦ Nombre de staffs formés sur les standards opérationnels, vulnérabilités et en outils d'évaluation des besoins en AME et ABRIS.</p>	<p>Organiser une formation de staffs sur les standards opérationnels, vulnérabilités et des outils d'évaluation des besoins en AME et ABRIS.</p>	<p>15 staffs</p>	<p>\$ 1 485,00</p>
<p>Objectif spécifique 4: Evaluer les besoins humanitaires des personnes affectées et fournir une assistance directe en ABRIS légers/transitionnels et en AME par aux ménages.</p>				
<p>✦ Besoins des personnes affectées en AME/ABRIS évalués.</p>	<p>✦ Nombre des personnes dans le besoins connu et désagrégée en âge et sexe.</p>	<p>✦ Profilage, évaluation et analyse des besoins par vulnérabilité en AME/ABRIS.</p>	<p>35000 personnes</p>	<p>\$9 876,00</p>
<p>✦ 89% de personnes affectées et dans le besoin en AME/ABRIS accèdent à une assistance intégrée.</p>	<p>✦ Nombre de personnes servi en AME/ABRIS</p>	<p>✦ Organisation de distribution des kits AME et kits abris légers dans les zones à crise.</p>	<p>31150 personnes</p>	<p>\$ 195 300,00</p>
<p>Sous-total</p>				<p>\$228 395,60</p>

SECTEUR CLE D'INTERVENTION : WASH/SANTE La problématique sur les ressources en eau et les sources d'approvisionnement en eau en République Démocratique du Congo reste d'actualité, même celle de l'insuffisance d'appuis aux programmes d'aménagement des ouvrages

hydrauliques et ceux d'assainissement. Actuellement, les services d'hydrauliques rurale n'est pas à mesure de donner les statistiques en termes de nombre d'ouvrages aménagés au niveau du pays, voire les ouvrages d'assainissement.

Au moins 79% de personnes continuent à faire la défécation à l'Aire libre dans les milieux ruraux. La majorité de structures sanitaires n'ont pas les ouvrages d'assainissement (Trou à cendre, trou à placenta, trou à ordures, trou d'aiguilles et des latrines et douches,..) et cela même au niveau de la communauté.

Dans le souci de comprendre l'ampleur des vulnérabilités observée lors des missions de terrain dans les zones couvertes par APEDC (Maniema : ZS/Kailo, ZS/Pangi, ZS/Kalima, ZS/Kibombo et bien dans le Sud-Kivu et Nord-Kivu (ZS/Kalehe, ZS/Kaniola, ZS/Minova, ZS/Goma,..) et d'autres et pour comparer sa situation évolutive dans le domaine de l'Eau, Hygiène et Assainissement (EHA), aussi d'avoir la cartographie des ouvrages et leur localisation; ceci, pour répondre exactement à la crise en WASH pour sauver des vies des populations affectées dans les zones /provinces d'intervention à savoir Maindombe, Maniema, Sud-Kivu, Nord-Kivu, Ituri et Kikwit, avec une vision d'élaborer un projet quant à ce, avec des contributions techniques afin de faciliter l'accès à l'eau potable de qualité et en quantité par l'aménagement des ouvrages hydrauliques et d'accès à la salubrité par promotion de l'hygiène dans les ménages et écoles primaires d'ici 2023 à 2027 que le PSO intègre cet aspect/paquet d'intervention.

Objectif global:

Fournir une réponse coordonnée et intégrée et préventive en Wash/Santé dans les zones à risques des MAPEPI et autres maladies d'origine hydrique.

Objectif spécifique 1:

- ☐ Promouvoir des pratiques essentielles d'hygiène dans les structures sanitaires, scolaires et des ménages par animation et sensibilisation.

Résultat	Indicateurs	Activités	Cible	Budget
				prévisionnel

<p>☒ Les membres de la communauté sont sensibilisés et animés sur la promotion de l'hygiène/Assainissement.</p>	<p>Nombre de personnes d'âges confondus touchées par les sensibilisations/sur la promotion de l'hygiène/assainissement.</p>	<p>☒ Appui en sensibilisations/animations communautaires sur la promotion de l'hygiène.</p>	<p>25 000 personnes</p>	<p>\$ 7 900,80</p>
<p>☒ Les autorités, leaders locaux et prestataires des soins sont renforcés en capacités sur les pratiques essentielles d'hygiène et d'assainissement.</p>	<p>☒ Nombre de personnes renforcées en capacités sur les pratiques essentielles d'hygiène et d'assainissement.</p>	<p>☒ Organiser des séances de formation sur les pratiques essentielles d'hygiène aux autorités, leaders locaux et prestataires des soins.</p>	<p>150 personnes</p>	<p>\$4 625,00</p>
<p>☒ Les autorités, leaders locaux et prestataires des soins sont formés/renforcés en capacités sur l'approche ATPC/FDAL.</p>	<p>☒ Nombre de personnes renforcées en capacités sur l'approche ATPC/FDAL</p>	<p>☒ Organiser une séance de formations et renforcement des capacités des autorités, leaders locaux et prestataires des soins sur l'approche ATPC/FDAL.</p>	<p>155 personnes</p>	<p>\$3 855,26</p>
<p>☒ Les ouvrages d'assainissement sont maintenus dans les milieux scolaires.</p>	<p>☒ Nombre de brigades d'assainissement redynamisés et des brigadiers scolaires formés.</p>	<p>☒ Redynamisation des brigades scolaires et formation des brigadiers d'assainissement sur la maintenance des ouvrages d'assainissement en milieu scolaire.</p>	<p>75 personnes</p>	<p>\$ 5 925, 60</p>

<input type="checkbox"/> Les directeurs, Enseignants et les représentants des élèves sont formés/renforcés en capacités sur l'approche ATPMS.	<input type="checkbox"/> Nombre des personnes formés sur l'approche ATPMS.	<input type="checkbox"/> Organiser une séance de formations et renforcement des capacités des directeurs, Enseignants et représentants sur l'approche ATPMS.	100 personnes	\$5 925,60
Objectif spécifique 2: Assurer une <u>onditions des ouvrages</u> d'accès aux <u>amélioration des c</u> <u>hydrau</u> <u>liques et d'assainissement et</u> <u>latrines</u> <u>hygiéniques.</u>				
<input type="checkbox"/> Les besoins des personnes affectées en EHA connus.	<input type="checkbox"/> Nombre de personnes dont leurs besoins en EHA sont évalués et analysés.	<input type="checkbox"/> Evaluer/Analyser les vulnérabilités des personnes dans les besoins en Wash.	<input type="checkbox"/> 2100 personnes	\$ 1 861,00
<input type="checkbox"/> 89% de personnes vulnérables et dans le besoin en EHA.	<input type="checkbox"/> Nombre de personnes vulnérables en EHA identifiées/Ciblées.	<input type="checkbox"/> Identification/ciblage des personnes vulnérables en EHA.	<input type="checkbox"/> 1869 personnes	\$3 292,00
<input type="checkbox"/> Les ménages vulnérables accèdent aux	<input type="checkbox"/> Nombre de personnes assistées en Kits Wash.	<input type="checkbox"/> Distribution/donation des kits Wash ménage;	<input type="checkbox"/> 1869 personnes	\$22 156,00

kits Wash ménage.				
Les ménages assistés et améliorent leurs conditions d'accès aux latrines hygiéniques.	Nombre de ménages appuyés dans la construction des latrines familiales hygiéniques.	Appui en construction des latrines individuelles familiales.	622 latrines familiales	\$ 61 428,72
Les femmes et filles en âge de procréation reçoivent une assistance en KHI et améliorent leurs conditions d'hygiène intime	Nombre des femmes et Filles assistées en KHI/KHM.	Distribution des kits d'hygiène intime aux femmes et filles en âge de procréation.	1869 personnes	\$ 61 527,48
Les latrines des écoles appuyées sont hygiéniques.	Nombre des kits de maintenance de latrines distribués aux écoles.	Dotation des kits de maintenance des latrines scolaires.	80 kits	\$ 6 847,36
Les populations ont accès à l'eau en qualité et en quantité.	Nombre de sources captées et aménagées.	Aménagement et captage des sources simples d'eau potable.	55 sources	\$ 34 401,40

☑ Les élèves filles et garçons utilisent et ont accès aux latrines hygiéniques.	☑ Nombre de portes de latrines construites en milieu scolaires.	☑ Construction des portes de latrines en milieu scolaires.	80 de portes latrines	\$131 680,00
Sous-total				\$351 426,22

Objectifs Global Contribuer au Renforcement des mécanismes communautaires de protection et de prise en charge des enfants,					
Objectifs spécifique 1 D'ici 2027. Des Structures communautaires de protection de l'enfant sont formées, redynamisées et équipées dans nos zones d'intervention.					
	Résultats	Indicateurs	Activités	Cibles	Budget prévisionnel
	Nombre d'incidents de protection, communautaires	Identifier, documente et rapporter les cas documentés et	porter les 120 15.000\$ Les structures identifiées, cas d'incidents de		
	protections de l'enfant sont formées, redynamisées, équipées dans nos zones d'intervention.	rapportés,			16 460 \$
		Nombre de RECOPE redynamisé, formé et appuyés,	Redynamisation, formation et appuis des RECOPE;	25	22 240,7 \$

	Nombre des pairs éducateurs et encadreur EAE formés,	Former des animateurs et pairs éducateurs des EAE en protection de l'enfant et prise en charge psychologique;	375	18 517,50 \$
	Nombre d'EAE mis en place et opérationnels,	Mettre en place et opérationnaliser les Espaces d'Amis d'Enfants ;	25	52 885,98 \$
	Nombre d'acteurs de protection formés sur la protection d'enfant en situation d'urgence.	Former les acteurs de protection de l'enfant sur la protection d'enfants en situation d'urgence,	210	9 876 \$
Objectifs spécifique 2 : Apporter une prise en charge appropriée aux enfants en besoin spécifiques de protection (EAFGA, ENA, ES, OEV, enfants vivants avec handicap.				
Les enfants en besoin spécifiques de protection (EAFGA, ENA, ES, OEV, enfants vivants avec handicap) bénéficient d'une prise en charge appropriée	Nombre des personnes sensibilisées sur différents thématiques de la protection de l'enfant,	Sensibiliser des personnes et/ou la communauté sur différents thématiques de la protection de l'enfant.	285 500	\$29 628
		Identifier, documenter et prendre en charge les enfants en besoin spécifique de protection	Nombre d'enfants Identifier, documenter,	\$98 760

			et prendre en 750	
Objectif spécifiques 3				
Apporter un accompagnement psychosocial aux membres des structures communautaires et aux bénéficiaires affectés et dans les besoins				
Enfants affectés par les crises des conflits armés et des catastrophes naturelles bénéficient d'un accompagnement psychologique dans les structures communautaires de protection implantées dans nos zones d'intervention	Nombre d'enfants identifiés, documentés et bénéficiant d'un accompagnement psychosocial	Identifier, documenter et offrir un accompagnement psychosocial aux enfants	255000	\$58 597,6
	Nombre des structures communautaires appuyées	Appuyer les structures communautaires dans la prise en charge psychosocial	25	\$29 048,6
	Nombre d'encadreurs formés et/ou renforcés en capacité sur la prise en charge psychosocial	Former et /ou renforcer les capacités de encadreurs communautaires sur la prise en charge psychosocial	375	\$12 345
Sous total				\$348 359,44

SECTEUR CLE D'INTERVENTION : EDUCATION

OBJECTIF GLOBAL : Amélioration de la qualité de l'enseignement, l'accès et la gouvernance scolaire.

Objectif spécifique 1 : D'ici 2027, 340 enseignants, 45 directeurs et 30 inspecteurs sont formés dans les écoles pour améliorer leur prestation dans les provinces/zones d'intervention				
RESULTAT1 :	INDICATEURS	ACTIVITES	CIBLES	BUDGET PREVISIONNEL
Les enseignants, les directeurs et les inspecteurs sont formés dans les écoles pour améliorer leur prestation dans les provinces/zones d'intervention	Nombre d'enseignants et directeurs formés sur différentes thématiques	Appuyer les formations des enseignants et directeurs sur différentes thématiques	685	78 925,7\$
	Nombre d'inspecteurs appuyés	Appuyer les visites pédagogiques des inspecteurs	30	10 797,76\$
Objectif spécifique 2 : 35 salles de classes sont construites / réhabilitées et équipées ; et 50 portes de latrines dans les provinces/zones d'intervention				
RESULTAT 2 : Les salles de classes sont construites / réhabilitées et équipées ; et 50 portes de latrines dans nos zones d'intervention	Nombre de missions d'évaluation des besoins organisées dans les écoles	Organiser les missions d'évaluation des besoins dans les écoles à construire/réhabiliter	6	8 295,84\$
	Nombre de réunions organisées avec les autorités scolaires et les COGES	Organiser des réunions avec les autorités scolaires et les COGES	21	987,6\$
	Nombre de latrines construites/réhabilitées dans les écoles	Construire et/ou réhabiliter les latrines dans les écoles sélectionnées	50	39 504\$
	Nombre de salles de classe construites/réhabilitées dans les écoles	Construire et/ ou réhabiliter les salles de classes des écoles sélectionnées	35	158016\$

	Nombre de salles de classe	Equiper les salles de classe en	50	31603,2\$
	équipées en mobiliers et fournitures scolaires	mobiliers scolaires.		
	Nombre de kits hygiéniques distribués	Distribuer les kits hygiénique et assainissement (EHA/ WASH)	200	9612,64\$
OBJECTIF SPECIFIQUE 3 :				
100 structures de gouvernance scolaire dans des écoles sont opérationnelles dans les provinces/zones d'intervention				
RESULTAT 3 : Les structures de gouvernance scolaire dans des écoles sont opérationnelles dans les provinces/zones d'intervention	Nombre de COPA, COGES, CEL redynamisés	Redynamiser des COPA, COGES, CEL	100	2436,08
	Nombre de membres de COPA, COGES, CEL formés	Former les COPA, COGES, CEL	600	29628\$
	Nombre de séances de travail organisées sur la prévision budgétaire	Organiser des séances travail sur la prévision budgétaire, les plans d'amélioration scolaires, l'application des textes légaux et les manuels de procédures dans les écoles.	42	5333,04
OBJECTIF SPECIFIQUE 4 :				
3 000 enfants des écoles bénéficient des kits scolaires, des kits enseignants et des activités récréatives dans les provinces/zones d'intervention.				
RESULTAT 4 : Les enfants des écoles bénéficient des kits scolaires, des kits enseignants et des	Nombre d'enfants identifiés	Identifier, par liste, les enfants	3800	0\$
	Nombre de kits distribués aux enfants et enseignants	Distribuer les kits aux enfants et enseignants	3800	213980\$
	Nombre de kits récréatifs distribués	Distribuer les kits récréatifs aux écoles	64	14550,64\$

activités récréatives dans les provinces/zones d'intervention	Nombre de kits didactiques distribués	Distribuer les kits didactiques aux écoles	128	22991,3
	Nombre de kits distribués aux enseignants	Distribuer les fournitures aux enseignants	600	16986,72\$
OBJECTIF SPECIFIQUE 5 :				
2100 enfants en décrochage scolaire bénéficient les cours de récupération et intègrent le système formel dans les écoles dans les zones d'intervention				
RESULTAT 5 : Les enfants en décrochage scolaire bénéficient les cours de récupération et intègrent le système formel dans les écoles dans les zones d'intervention	Nombre d'enfants en décrochage scolaire identifiés	Identifier par liste les enfants en décrochage scolaire	4100	4279,6\$
	Nombre d'enfants ayant suivi les cours de récupération	Organiser les cours de récupération en faveur des enfants	4100	26994,4\$
	Nombre d'enfants qui intègrent le système formel après les cours de récupération	Intégrer les enfants dans le système formel	3950	-
OBJECTIF SPECIFIQUE 6 :				
3000 enfants bénéficient des activités des compétences de vies courantes dans les provinces/zones d'intervention				
RESULTAT 6 : Les enfants bénéficient des activités des compétences de vies courantes dans les provinces/zones d'intervention	Nombre de pairs éducateurs identifiés et sélectionnés	Identifier et sélectionner les pairs éducateurs	120	2946,34\$
	Nombre de pairs éducateurs renforcés en capacités	Renforcer les capacités de paires éducatrices	120	8216,8\$
	Nombre de clubs d'enfants mis en place ou redynamisés	Mettre en place ou redynamiser les clubs d'enfants	20	3127,4\$
	Nombre de clubs d'enfants appuyés en matériels de jeux	Appuyer les clubs d'enfants en matériellement de différents jeux éducatifs	20	11061,12\$

Sous- total	\$ 701.261,84
--------------------	----------------------

SECTEURS CLES D'INTERVENTION : GOUVERNANCE PAIX ET TRANSFORMATION DES CONFLITS FONCIERS(LTP) ET SOCIO-ECONOMIQUE

Pilier 1. PAIX ET TRANSFORMATION DES CONFLITS

Objectif global : Contribuer à la promotion de la paix et à la réduction des conflits communautaires violents à travers la mise en place des mécanismes de résolutions des conflits par l'utilisation des méthodes collaboratives.

Objectif spécifique 1. Accompagner techniquement et matériellement les structures communautaires des paix dans la mise en place des mécanismes de prévention et de résolution des conflits (fonciers et socioéconomiques) dans les zones d'intervention d'APEDC-RDC.

Résultats	Indicateurs	Activités	Cibles	Budget prévisionnel
Résultat 1. Les structures de paix créées et redynamisées sont devenues structures professionnelles la résolution des conflits	Nombre des structures créées, redynamisées et accompagnées ;	Identifier les structures communautaires de paix existant dans les zones d'intervention de APEDCRDC ;	60 structures communautaires	32 920\$
	Nombre des structures œuvrant pour la promotion de la cohésion sociale ;	Mise en place de nouvelles structures là où elles n'existent pas ;	idem	118 512\$

	Nombre des structures formées	Former les structures sur les techniques de transformation des conflits ainsi que sur les méthodes collaboratives de leur résolution.	idem	118 512\$
	Nombre des structures appuyées	Appuyer financièrement et matériellement les structures communautaires de paix.	idem	118 512\$
Objectif spécifique 2. Renforcer l'implication des structures communautaires de paix dans le processus				

d'identification, de la documentation et résolution des conflits jusqu'à la signature des actes de compromis dans les zones d'intervention de l'organisation.				
Résultat 2. Les actions de paix menées par le soutien des communautés et des structures locales de paix ont réduit les conflits dans les zones d'intervention d'APEDC-RDC	Nombre de conflits identifiés, résolus et documentés ;	Accompagner les structures dans l'identification et analyse des conflits entre les parties	60 structures	118 512\$
	Nombre de dialogue organisé ;	Organiser des séances de dialogue communautaires sur la cohabitation pacifique et la cohésion sociale	60 structures	32 920\$
	Nombre de médiation organisée ;	Organiser les séances de médiation pour résoudre les conflits identifiés et documentés.	250 séances	16 460
	Taux de participation des acteurs aux différentes activités organisées	Organiser des séances de dialogue communautaire en vue du rapprochement des communautés ;	18 000 personnes	32 920\$

	Nombre des structures appuyées	Soutenir les structures locales de paix dans l'organisation des séances de médiation des conflits.	250 séances	49 380\$
Objectif spécifique 3. Apporter des réponses aux questions liées aux LTP documentées au niveau local, territorial et provincial				
Une cartographie par zone d'intervention des problèmes LTP est établie.	Nombre de problèmes identifiés et documentés	Cartographier tous les problèmes LTP qui affectés acteurs et structures œuvrant dans le domaine de LTP dans la province	8 missions	6 320,64\$
	Nombre des personnes touchées et/ou affectées par			
	les problèmes LTP			
	Nombre des personnes sensibilisées et formées sur les droits LTP	Sensibiliser les déplacés internes, les réfugiés et les communautés hôtes, celles affectées par les conflits et/ou les catastrophes naturelles sur les droits LTP (vulgarisation en langues locales des instruments juridiques, la cohésion sociale, le dialogue et le vivre ensemble.	150 séances	24 690\$

Pilier 2. GOUVERNANCE

Objectif global: Contribuer à l'amélioration de l'environnement politique, sécuritaire, socio-économique favorable aux femmes et aux jeunes filles et jeunes garçons en vue d'une meilleure participation des femmes, des jeunes filles et des jeunes garçons à la gouvernance locale.

Objectif spécifique 1.

Promouvoir la participation des femmes et des jeunes à la vie citoyenne et sociale et susciter leur implication de manière responsable à la formulation, à la mise en œuvre, à la réforme et au suivi des processus de gouvernance et des politiques de développement local dans nos zones d'intervention.

Résultats	Indicateurs	Activités	Cibles	Budget prévisionnel
-----------	-------------	-----------	--------	---------------------

<p>Résultat 1. D'ici 2027, la participation de 60% des femmes et de 60 % des jeunes filles et garçons dans la vie citoyenne, sociale ainsi que dans les initiatives de développement local, est renforcée.</p>	<p>- Nombres de personnes ayant participé aux séances de sensibilisation ;</p>	<p>-Organiser des campagnes de sensibilisation et information multimédias en s'appuyant sur les radios locales ;</p>	<p>12 000 personnes (hommes, femmes, jeunes filles et garçons)</p>	<p>39 504\$</p>
	<p>- Nombre de plaidoyers ; - types de résultats de plaidoyer obtenus</p>	<p>-Organiser les plaidoyers auprès des autorités politico administratives à travers un cadre de concertation pour améliorer la redevabilité.</p>	<p>30 autorités</p>	<p>79 008\$</p>
<p>Résultat 2. Les capacités des 60% femmes et de 60% des jeunes à accéder aux institutions d'appui à la démocratie (CNDH et</p>	<p>- Nombre d'OSC bénéficiaires de renforcement des capacités</p>	<p>-Renforcer les capacités des OSC et des autorités locales pour l'élaboration et la mise en œuvre et suivi des processus de planification et gouvernance participative.</p>	<p>12000 personnes</p>	<p>23 702,4\$</p>

<p>son provinciale) améliorées pour des recours judiciaires et l'expression de leurs attentes d'ici 2023.</p>	<p>antenne sont non- judiciaires et leurs</p> <p>-Nombre des personnes ayant bénéficié de la formation sur la programmation et l'implémentation des activités selon l'approché basée sur les droits humains.</p>	<p>-Former les OSC sur la programmation/l'implémentati on des activités selon l'approche basée sur les droits humains.</p>	<p>12 000 personnes</p>	<p>118 512\$</p>
<p>Résultat 3 : 75% des jeunes vulnérables ont accès à l'information, à la formation, et à la communication sur leurs droits et leurs besoins d'ici 2027.</p>	<p>-Pourcentage des jeunes ciblés vulnérables ayant accès à l'information, à la formation, et à la communication sur leurs droits et leurs besoins. - Nombre des cadres de concertation créent</p>	<p>-Soutenir la participation des femmes leaders et défenseures des droits humains aux mécanismes locaux (fora de quartier, conseil local de sécurité, diagnostics locaux de sécurité).</p>	<p>Au moins 50%</p>	<p>32 920 000\$</p>

	-Nombre des personnes issues de différentes radios, ayant bénéficié de la capacitation.	-Renforcer les capacités des médias locaux et communautaires sur les droits humains, la gouvernance fréquentés par les jeunes et les femmes pour plus d'accès à l'information, y compris aux ressources informatiques et de communication sociale pour renforcer l'accès à et l'exploitation de l'espace digital (comme espace civique d'expression de démocratie participative et de vie citoyenne)	12 Radios	39 504\$
	- Qualité des membres faisant partie de ces cadres de concertation.	-Appuyer la création d'un cadre de concertation et de mécanisme de coordination des activités de cohésion et de réconciliation au profit de la jeunesse.	12 cadres de concentration	15 801,6\$
Sous total				\$1 018 610,60

SECTEUR CLE D'INTERVENTION : SOUTIEN AU PROGRAMME DE DEVELOPPEMENT

Avec les années qui ont précédé, APEDC RDC a reçu des fonds de quelques partenaires ainsi que ses fonds propres qui lui ont permis de réaliser certaines activités. Cependant il s'est fait constater des insuffisances des moyens car l'exécution se fait dans le triste respect des

lignes budgétaires, d'où la difficulté d'avancer sur le plan administratif, et de renforcement des ressources. Raison pour laquelle, avec la nouvelle planification stratégique et opérationnelle, APEDC RDC vise l'amélioration de son système de management à travers les activités d'information, de formation, ainsi que de suivi.

Les activités prévues dans les quatre Secteurs clés d'intervention et ses thématiques transversales précédents ne peuvent pas produire ou aboutir aux résultats escomptés si respectivement, les contacts de mobilisation ne sont pas entrepris, les staffs ne sont pas capacités, et le suivi rigoureux des activités au niveau des provinces n'est pas effectif. C'est pourquoi, ce 5^{ème} Secteur clé d'intervention mérite également une attention particulière en tant que stratégie d'appui pour faciliter la mise en œuvre des activités.

Pour y arriver APEDC RDC a besoin d'avoir un accompagnement en termes d'appui institutionnel et de ses partenaires.

Objectif global:

Assurer une réponse efficace aux problèmes prioritaires identifiés par l'amélioration de la mobilisation et la gestion rationnelle des ressources financières nécessaires, l'intégration des interventions dans les systèmes de base des secteurs, la performance du fonctionnement du système national de suivi et d'évaluation pour disposer des informations stratégiques (recherche) et la coordination harmonieuse de la réponse résiliente.

Pilier 1: Financement durable					
Objectif spécifique 1:					
Développer des activités génératrices des revenus pour accroître la capacité d'autofinancement de APEDC RDC afin d'apporter une réponse aux besoins des populations affectées par la crise dans nos zones d'intervention.					
Résultat	Indicateurs	Activités	Cible	Budget prévisionnel	Rayons d'action

<p>☑ Activités génératrices des revenus développées et les capacités d'autofinancement de APEDC RDC accrues.</p>	<p>☑ Acquisition des terres arables et 30 ha emblavés et valorisés dans nos 6 provinces d'intervention par les cultures maraichères/vivrières et industrielles</p> <p>☑ Semences distribués, semées et multipliées</p> <p>☑ 6 coopératives agricoles opérationnelles et appuyées.</p>	<p>☑ Plaidoyer pour octroi et accès aux terres cultivables ;</p> <p>☑ Travaux de préparation des terrains et emblavure de 30 ha et semis des cultures ;</p> <p>☑ Acquisition des intrants agricoles (semences et outils) ;</p> <p>☑ Accompagnement des OP/OBC en coopératives agricoles</p>	<p>- 900 ménages de IDPs, retournés, populations hôtes (Femmes, hommes, filles et garçons).</p>	<p>\$ 32 936,46</p>	<p>6 provinces d'intervention de APEDC</p>
--	---	---	---	----------------------------	--

Pilier 2: Renforcement du système de production à la base pour la résilience communautaire.

Objectif spécifique 1 :

Appuyer/Elaborer des plans de développement local dans les Groupements des zones d'intervention de APEDC RDC.

Résultat	Indicateurs	Activités	Cible	Budget prévisionnel	Rayons d'action
----------	-------------	-----------	-------	---------------------	-----------------

<p>☐ existence des documents des Plans de développement local et son application à la base.</p>	<p>☐ 36 études besoins multisectoriels et profil de villages menés;</p> <p>☐ 36 ateliers de constitution des comités locaux de développement et d'élaboration du PLD tenus et 36 comités de suivi du PLD constitués ;</p> <p>☐ 36 réunions de restitution des résultats des analyses participatives des besoins multisectoriels et validation des résultats organisées.</p>	<p>☐ Mener des études d'évaluation et analyse des besoins multisectoriels sur le profil de villages/ groupements</p> <p>☐ Appui/accompagnement des membres de la communauté le processus du PLD ;</p> <p>☐ Organiser des réunions de restitution des résultats et constitution des comités locaux et de suivi du PLD</p>	<p>☐ 900 ménages de IDPs, retournés, populations hôtes (Femmes, hommes, filles et garçons).</p>	<p>\$ 20 410,4</p>	<p>☐ 6 provinces d'intervention de APEDC</p>
<p>Objectif spécifique 2 :</p> <p>☐ Accroître les moyens de subsistance de nos bénéficiaires grâce à l'appui au développement de leurs initiatives</p>					

<p>oyens de subsistance de bénéficiaires accrus grâce aux subventions de leurs micro-projets.</p>	<p>30 initiatives locales identifiées et 30 AGR appuyées au profit des membres des initiatives locales ;</p> <p>60% des membres sont capités sur différentes thématiques (capital humain et gestions des revenus) ;</p> <p>des missions de suivi sur l'évolution du travail par les initiatives effectuées</p>	<p>Identification/sélection des initiatives locales de développement ;</p> <p>Capacitation des membres des initiatives choisies sur le capital humain et gestion des revenus ;</p> <p>Organisation des missions de suivi et d'appui aux initiatives locales appuyées.</p>	<p>900 ménages de IDPs, retournés, populations hôtes (Femmes, hommes, filles et garçons).</p>	<p>\$ 51 849,00</p>	<p>6 provinces d'intervention de APEDC</p>
<p>Sous-total</p>					<p>\$105 195,86</p>

COORDINATION GLOBALE AUTOUR DU PSOQ 2023 -2027

Comme signalé sur la page 3 dudit document, certaines responsabilités programmatiques et stratégiques remontent des rôles que tous devons jouer au sein de la structure pour son avancement et l'atteinte des objectifs assignés. Quelques points à prendre en compte pendant l'application dudit PSOQ sont nécessaires que ça ressortent dans le cadre de la coordination de toute les réponses humanitaires, suivi des programmes/projets/, renforcement des capacités à l'interne.

Objectif global :

Vulgariser les documents légaux aux staffs, réviser ceux jugés nécessaires pour la bonne gestion inter-organisationnelle et promouvoir les valeurs de APEDC RDC

Objectif spécifique 1:

Organiser un atelier national de partage et prise de connaissance des documents légaux de APEDC et tenue de 4 séances de restitution et de vulgarisation.

Résultat	Indicateurs	Activités	Cible	Budget prévisionnel	Rayons d'action
Un atelier national sur la vulgarisation des documents légaux de APEDC et 4 séances de restitution organisés	Documents légaux de APEDC vulgarisés, 37 Staffs en ont connaissance.	Organisation d'un atelier d'échange et de connaissance des documents administratifs (manuel de procédures, statuts, R.O.I, politiques).	37 staffs APEDC	\$ 7 077,80	Bureau de coordination nationale et provinces (Maniema, SudKivu, Maindombe, Kikwit, Ituri et Nord-Kivu).

Objectif spécifique 2 :

Organiser les assemblées générales participatives chez APEDC.

Résultat	Indicateurs	Activités	Cible	Budget prévisionnel	Rayons d'action
Assemblées générales participatives tenues chez APEDC	3 Assemblées générales réalisées	Organisation des assemblées générales annuelles.	Staffs APEDC et membres confondus	\$4 477,12	Bureau de coordination nationale.

Objectif spécifique 3 :

Renforcer les capacités des staffs APEDC RDC dans les différents secteurs clés d'intervention

appuyées à l'extérieur du pays pour 4 staffs APEDC RDC ; ☐ Accords signés avec des Maisons de consultance pour le renforcement de capacités des staffs APEDC RDC.	formations hors pays et leurs capacités sont épanouies. ☐ Six accords/Maisons de consultance de renforcement des capacités ont des partenariats avec APEDC.	souhaite encrer ses expériences et appuyer la participation aux formations hors pays. ☐ Prise de contact avec les maisons de consultance pour la tenue des formations à haute portée.			Nord-Kivu).
Sous total :					\$ 26 625,52

MECANISME DE SUIVI, COMMUNICATION ET GESTION DES PLAINTES ET DE L'INFORMATION

Objectif spécifique 1:

☐ Mettre en place un système de suivi et évaluation opérationnel adapté au PSOQ.

Résultat	Indicateurs	Activités	Cible	Budget prévisionnel	Rayons d'action
----------	-------------	-----------	-------	---------------------	-----------------

<p>☐ n système de suivi et évaluation opérationnel mis en place et fonctionnel.</p> <p>☐ n plan de suivi des activités du PSOQ conçu.</p> <p>☐ missions de suivi et évaluation des activités effectuées dans les zones à projet et des ateliers de revue organisés.</p>	<p>☐ Outils de suivi et évaluations des activités par secteurs élaborés et partagés ;</p> <p>☐ séances sur l'utilisation et le rapportage des données/informations tenues</p> <p>☐ 6 missions de suivi/évaluation des indicateurs et de mise en œuvre des activités et 6 ateliers de revue semestrielle ou annuelle organisés.</p>	<p>☐ Elaboration des outils de suivi et évaluation des activités ;</p> <p>☐ Elaboration d'un plan de suivi du PSOQ ;</p> <p>☐ Organisation/tenu des séances de partage sur l'utilisation et rapportage dans les outils ;</p> <p>☐ Mettre en place un système de collecte et d'analyse de données</p> <p>☐ Organiser des missions de suivi des ateliers de revue semestrielle et annuelle ;</p>	<p>Départements APEDC</p>	<p>\$ 5925,60</p>	<p>Zones à projet</p>
---	--	--	---------------------------	-------------------	-----------------------

Objectif spécifique 1:

- ☐ Concevoir et appliquer une base de données suivi et évaluation.

Résultat	Indicateurs	Activités	Cible	Budget prévisionnel	Rayons d'action
----------	-------------	-----------	-------	---------------------	-----------------

<p>Une base des données opérationnelle mise en place et accessible à tous les staffs dans nos zones d'intervention.</p>	<ul style="list-style-type: none"> ☐ Un système de base de données existant renforcé et mis en place ☐ Nombre d'outils de collecte des données qui répondent au nouveau système de base de données ☐ Au moins 75% des staffs formés sur l'utilisation et l'alimentation de la partie de la base de données 	<ul style="list-style-type: none"> ☐ Créer et renforcer le système de base de données existant ☐ Mettre en places des outils de collecte des données qui répondent au nouveau système de base de données ☐ Former des staffs sur l'utilisation et l'alimentation de la partie de la base de données mise à leur disposition 	<p>Coordination/ Staffs APEDC</p>	<p>\$344,00</p>	<p>Zones d'intervention</p>
<p>Objectif spécifique 3:</p> <ul style="list-style-type: none"> ☐ Viabiliser un système de gestion des plaintes et de feed-back. 					
<ul style="list-style-type: none"> ☐ mécanisme de gestion des plaintes communautaires connu. 	<ul style="list-style-type: none"> ☐ Voies de signalement interne et le système de gestion des plaintes opérationnels. 	<ul style="list-style-type: none"> ☐ Processus d'acquisition d'une ligne verte et la mise en place d'un mécanisme de gestion des plaintes fiable. ☐ Mettre en place un plan de communication sur la gestion de plaintes. 	<p>Bénéficiaires et parties prenantes.</p>	<p>\$5925,60</p>	<p>Zones d'intervention</p>

Objectif spécifique 4:

2 Développer un circuit de communication

Résultat	Indicateurs	Activités	Cible	Budget prévisionnel	Rayons d'action
<p>2 Bulletins d'informations des activités produits par mois</p> <p>2 Un site Web APEDC RDC créé et régulièrement mis à jour et autre sites disponibles ;</p> <p>2 Partenariats conclus avec certaines stations radio.</p> <p>2 Un responsable volet communication recruté.</p>	<p>Un système de communication mis en place et rendu opérationnel et assurée.</p>	<p>2 Produire des bulletins mensuels des activités ;</p> <p>2 Créer un site Web pour APEDC RDC</p> <p>2 Conclure des partenariats avec les radios pour la diffusion des activités d'APEDC ;</p> <p>2 Instituer une responsable volet communication.</p>	<p>- Bénéficiaires, et bailleurs parties prenantes.</p>	<p>\$ 7242,40</p>	<p>Zones d'intervention</p>
Sous-total :					19437,6\$

COÛTS INDIRECTS DE SOUTIEN AUX PROGRAMMES

Coûts et avantages du personnel	\$2 318 558,90
Fournitures bureaux	\$28 228,90
Equipements bureaux	\$29 465,52
Loyers bureaux et assurances	\$72 160,64
Communication Téléphone & Internet	\$60 678,2

Voyages	\$89 871,60
Transport (Véhicule, Moto) & maintenance	\$272 577,60
Sous total	\$2 871 541,30
Sous-total des dépenses de tous les secteurs clés d'intervention	\$17 873 294,00
Cout de transfert bancaire 5%	\$893 664,71
TOTAL GENERAL	\$18 766 959,00

BUDGET PREVISIONNEL 2023 - 2027

Sources de financement : APEDC DRC & autres bailleurs de fonds							
SECTEUR CLE D'INTERVENTION : VBG et PSEA							
Objectif global : Contribuer à la réduction des risques des violences basées sur le Genre et PSEA.							
Objectif spécifique 1 : Mobiliser les communautés et renforcer leurs capacités pour prévenir les cas de VBG, AES dans nos Zones d'intervention/Provinces							
Résultats	Activités	Coût global	Année 1	Année 2	Année 3	Année 4	Année 5
D'ici 2027, 60 structures communautaires sont appuyées techniquement et financièrement et accompagnées pour mieux prévenir et lutter contre les	1. Identifier et redynamiser les structures communautaires (CBCM)	19159,44	500,5	2002,08	3503,64	5261,28	7891,92
	2. Organiser les ateliers de renforcement des capacités des membres de structures communautaire sur les thématiques VBG et EAS-H	237024	6192	24768	43344	65088	97632

VBG et PSEA	3. Doter les CBCM en fournitures, en équipements et en frais de fonctionnements	14221,44	371,5	1486,08	2600,64	3905,28	5857,92
Objectif spécifique 2 : Renforcer la communication au sein des communautés pour le changement de comportements face aux VBG et EAS dans les Zones d'intervention/Province							
80% de 60.000 personnes sensibilisées ont améliorées	1.Organiser les dialogues intergénérationnels sur les thématiques VGB-EAS	118512	3096	12384	21672	32544	48816
leur compréhension sur les conséquences des VBG-EAS et son impliquées dans les actions de prévention	2. Produire des théâtres participatifs de rue et de cinémas mobiles	79008	2064	8256	14448	21696	32544
Objectif spécifique 3 : Apporter une prise en charge holistique aux survivants(es) des violences basées sur le genre et AES							
D'ici 2027, 100% de 1800 survivantes de VBG et AES ont bénéficié d'une prise psychosociale, 60% de 1800 soit 1080 survivantes de cas VGB et EAS ont bénéficié d'une prise en charge	1. Former les staffs du programme APEDC sur les VBG, EAS et l'approche psychosocial communautaire	6132	258	0	1806	0	4068
	2. Former les prestataires de soins sur les VBG, EAS et la prise en charge médicale des survivantes	16954	1290	0	4816	0	10848
médicale et 20% de 1080 soit 216 survivantes prises en charge médicalement ont été réinsérées socio économiquement	3. Assurer la prise en charge médicale, psychosociale, juridique et judiciaire des survivantes et leur réinsertion socioéconomique	500594,69	13078	52310,02	91542,5	137465,9	206198,784
	4. Appuyer le fonctionnement d'une ligne verte opérationnelle 24h sur 24h, dédiée uniquement aux cas des	4608,8	120,4	481,6	842,8	1265,6	1898,4

	VBG, EAS et garantissant l'anonymat et organiser la permanence des services d'accueil pour un service continu.						
Sous total		996214,37	26970	101687,8	184576	267226	415755,024
SECTEUR CLE D'INTERVENTION : Sécurité Alimentaire / Moyens de Subsistance (SECAL)							
Objectif global : Contribuer à l'amélioration du secteur agricole et au renforcement de moyens d'existence des personnes les plus vulnérables affectées par l'insécurité alimentaire.							
Objectif spécifique 1 : Contribuer à l'amélioration des conditions d'accès des personnes affectées à la Sécurité Alimentaire.							
Résultats	Activités	Coût global	Année 1	Année 2	Année 3	Année 4	Année 5
Résultat 1 : 80% des besoins des personnes affectées par la crise alimentaire sont connus.	Evaluation et analyses des besoins en sécurité alimentaire	11851,2	309,6	1238,4	2167,2	3254,4	4881,6
Résultat 2 : Les capacités des personnes affectées et dans les besoins sont renforcées et elles ont accès aux terres arables	Structuration et renforcement des capacités des bénéficiaires en Techniques Améliorées de Productions Agricoles innovantes (TAPA).	18961,92	495,4	1981,44	3467,52	5207,04	7810,56
	Renforcer les capacités des MONAGRI et animateurs en Techniques Améliorées de Production Agricole (TAPA)	5530,56	144,5	577,92	1011,36	1518,72	2278,08
	Accompagnement technique des bénéficiaires dans la mise en place des champs de productions.	9480,96	247,7	990,72	1733,76	2603,52	3905,28

Résultat 3 :		65840	1720	6880	12040	18080	27120
Les personnes affectées ont accès aux moyens de subsistance	Acquisition et distribution des semences et outils aratoires.						
	Suivi des bénéficiaires dans leurs champs de production agricole.	40820,8	1066	4265,6	7464,8	11209,6	16814,4
Objectif spécifique 3 : Faciliter l'accès des personnes affectées aux protéines d'origine animale.							
Résultat 1 :		1872	0	516	0	1356	0
Les vétérinaires sont renforcés en capacités sur les techniques d'élevage des caprins et soins des bétails.	Renforcement des capacités des vétérinaires sur les techniques d'élevage des petits bétails (Caprins) et soins des animaux.						
Résultat 2 :		7188,48	0	1981,44	0	5207,04	0
Les bénéficiaires sont renforcés en capacités sur les techniques d'élevage des caprins et volailles.	Formation des bénéficiaires sur les techniques d'élevage des petits bétails (Caprins) et volailles.						
Résultat 3 :		43130,88	0	11888,64	0	31242,24	0
Des géniteurs caprins achetés et distribués	Achat/distribution des géniteurs des caprins.						
Résultat 4 :		1560	0	430	0	1130	0
Des géniteurs des caprins suivis sont en bonne santé	Accompagnement et appui en produit vétérinaires aux bénéficiaires éleveurs.						
Résultat 5 :		5241,6	0	1444,8	0	3796,8	0
Les bénéficiaires sont formés sur les techniques d'élevage des poissons.	Formation des bénéficiaires sur les techniques piscicoles						
Résultat 6 :		20133,4	847,1	0	5929,7	0	13356,6
Amélioration de la production piscicole distribution des alevins.	Aménagement des étangs piscicoles ; Achat et distribution des alevins						

Objectif spécifique 3 : Facilité l'accès physique et l'accroissement de revenus des bénéficiaires.							
Les producteurs locaux participent à la gestion, conservation et	Dotation et installation des unités de transformation des produits agricoles (moulins et décortiqueuses).	14716,8	619,2	0	4334,4	0	9763,2
transformation de leurs productions.	Appui à la construction des greniers/dépôts communautaires	17987,2	756,8	0	5297,6	0	11932,8
Les pouvoir d'achat et revenu des communautés affectées sont renforcés/augmentés, et l'écoulement de leurs produits agricoles facilité.	Cartographie et évaluation des états de lieu des routes de desserte agricole (RDA) et leur réhabilitation.	49380	1290	5160	9030	13560	20340
Sous total		313695,8	7497	37354,96	52476,3	98165,36	118202,52

SECTEUR CLE D'INTERVENTION : NUTRITION

Objectif global : Contribuer à la réduction du taux de la malnutrition chez les enfants et FEFA à travers des activités de prise en charge, de prévention et d'accès de la population à une alimentation saine.

Objectif spécifique 1 : Contribuer à l'amélioration de l'état nutritionnel des enfants et fefa à travers les activités de prévention de la malnutrition chronique.

Résultats	Activités	Coût global	Année 1	Année 2	Année 3	Année 4	Année 5
Résultat 1 : La malnutrition chronique est réduite à 10% à travers les activités promotionnelles de l'ANJE, NAC et maraichères dans les zones de santé d'intervention de APEDCRDC.	Organiser les séances d'éducation nutritionnelle et de démonstrations culinaires	29628	774	3096	5418	8136	12204
	Monter et produire des émissions radios sur l'ANJE	5925,6	154,8	619,2	1083,6	1627,2	2440,8
	Organiser des visites à domicile	0	0	0	0	0	0

Objectif spécifique 2 : Contribution à la réduction des prévalences de la malnutrition aigüe (modérée et severe) dans nos zones d'intervention

La mortalité liée aux problèmes de la malnutrition chez les enfants et FEFA est réduite à 10% à travers les activités de prise en charge nutritionnelle adéquate dans nombre zones d'intervention en RD Congo	Renforcer les capacités des prestataires des soins (IT, ITA, Accoucheuses), RECO, CAC, Leaders locaux sur la PCIMA, L'ANJE et la NAC	29637,684	774	3096,344	5419,2	8138,712	12209,424
	Redynamiser des structures de prise en charge (UNTI, UNTA, UNS)	39504	1032	4128	7224	10848	16272
	Organiser des dépistages actifs et passifs	49380	1290	5160	9030	13560	20340
	Prise en charge nutritionnelle proprement dite des cas identifiés	197520	5160	20640	36120	54240	81360
	Initier des activités de cultures maraichères et vivrières	4444200	1E+05	464400	812700	1220400	1830600
Objectif spécifique 3 : Amélioration de la chaîne de production et commercialisation des produits agropastoraux							
Résultat 1 : Les denrées alimentaires disponibles sur les marchés des milieux ruraux, sont produits et transformés localement, contribuant à l'accroissement de l'économie des ménages producteurs	Apporter un appui participatif aux filières agricoles par la structuration des acteurs,	30660	1290	0	9030	0	20340
	Organiser des filières d'approvisionnement en intrants ;	4088	172	0	1204	0	2712
	Assurer l'accompagnement technique à la production et transformation des produits agricoles ;	30660	1290	0	9030	0	20340

	Lancer des activités génératrices de revenus concernant la production et la vente des produits agricoles.	30660	1290	0	9030	0	20340
Résultat 2 :	Fournir des kits agricoles et pastoraux (Semences maraichères et vivrières bio fortifiées et outils aratoires)	4938000	1E+05	516000	903000	1356000	2034000
400000 ménages ayant des enfants de moins de 5 ans & FEFA en RD Congo ont des denrées alimentaires disponibles et accèdent facilement à une nourriture de bonne qualité.	Apporter des vivres ou PTM / (Cash and Voucher) de protection de semences en période de labour et de semis.	987600	25800	103200	180600	271200	406800
Sous total		10817463	3E+05	1120340	1988889	2944150	4479958,22

SECTEUR CLE D'INTERVENTION : ENVIRONNEMENT ET PROTECTION DE LA NATURE

Objectif global : Améliorer la résilience communautaire par le développement de l'agroforesterie et la valorisation des terres ou espaces dénudés non exploités par la plantation/reboisement pour une meilleure gestion des écosystèmes

Objectif spécifique 1 : Renforcer les mécanismes d'atténuation des risques liés au réchauffement climatique.

Résultats	Activités	Coût global	Année 1	Année 2	Année 3	Année 4	Année 5
Résultat 1 :		10320	860	3440	6020	0	0
Les capacités de 250 membres de la communauté bénéficiaire sont renforcées et les risques liés au changement climatique analysés.	Renforcement des capacités des membres de la communauté bénéficiaire sur l'analyse des risques dus au changement climatique.	10320	860	3440	6020	0	0
Résultat 2 :		10320	860	3440	6020	0	0

Un atelier de la cartographie des zones exposées aux risques de catastrophes naturelles organisé.	Organisation d'un atelier de cartographie des zones potentiellement exposées aux risques de catastrophes naturelles.						
Résultat 3 :		13660	860	0	6020	0	6780
Les Autorités locales, leaders locaux, des agriculteurs et des peuples autochtones participent à l'identification et consultation d'état de lieu des forêts et leurs usages.	Identification des forêts et leurs états de lieu et la cartographie des usages et droits coutumiers : Prospection et organisation des séances des consultations en Barza communautaires.						
Objectif spécifique 2 : Restaurer les potentialités des terres agricoles dégradées.							
Résultat 1		15840	1376	0	0	14464	0
Les cartographes locaux formés et les données sur les forêts locales collectées.	Formation des cartographes locaux, collecte des données GPS, production des cartes et validation des cartes.						
Résultat 2		4131	215	0	1204	0	2712
70% des membres des Communautés locales et les peuples autochtones assurent la gestion de leurs forêts.	Tenue des séances d'échange et de consultation sur la gestion des forêts communautaires ;						
Résultat 3 :		16855,04	440,3	1761,28	3082,24	4628,48	6942,72
70% des terres agricoles dénudées en perte de couvert végétal sont restaurées et valorisées.	Appui communautaire à l'agroforesterie (plantation des arbres associés aux cultures)						
Résultat 4 :		6205,42	162,1	648,44	1134,77	1704,04	2556,06
Les élèves filles et garçons sont sensibilisés/animés sur l'éducation environnementale et importance de l'arbre.	Sensibilisation/animation sur l'éducation environnementale et l'importance de l'arbre.						

Résultat 5:		16460	430	1720	3010	4520	6780
La gestion et conservation du sol dans les milieux scolaires/zones fragiles à catastrophes naturelles sont maintenues.	Acquisition des plantules des arbres à croissance rapide et/ou fruitiers et leur distribution au sein des établissements primaires.						
Objectif spécifique 3 : Contribuer au renforcement des mécanismes communautaires de protection de l'Environnement.							
Un plan de gestion environnemental produit et diffusé.	Elaborer et mis en place d'un plan de gestion de l'environnemental.	7900,8	206,4	825,6	1444,8	2169,6	3254,4
Sous total		101692,26	5410	11835,32	27935,8	27486,12	29025,18
SECTEUR CLE D'INTERVENTION : ABRIS et GTAME							
Objectif global : Apporter une réponse intégrée et coordonnée afin de soutenir les populations affectées par des crises inhérentes en AME et ABRIS.							
Objectif spécifique 1 : Mobiliser les ressources financières à travers des partenariats privés et répondre aux besoins en AME/ABRIS							
Résultats	Activités	Coût global	Année 1	Année 2	Année 3	Année 4	Année 5
Protocoles de collaboration signés et les de partenariats conclus sauvegardés et consolidés.	Adresser des lettres de demande des partenariats techniques et financiers.	5110	215	0	1505	0	3390
Ressources financières mobilisées, acquises et les projets financés.	Coopération/rédaction des projets et demande d'éligibilité aux partenaires l'exigeant.	4938	129	516	903	1356	2034
Objectif spécifique 2 : Soutenir la coordination des réponses AME et ABRIS dans les zones d'intervention de APEDC RDC et en faire suivi							
La coordination du secteur GTAME/ABRIS assurée par APEDC dans ses zones d'intervention.	Assurer la coordination lead du secteur GTAME/ ABRIS dans nos zones d'intervention.	7571,6	197,8	791,2	1384,6	2079,2	3118,8
Objectif spécifique 3 : Soutenir la coordination des réponses AME et ABRIS dans les zones d'intervention de APEDC RDC et en faire suivi							

Les standards opérationnels et des vulnérabilités en AME et ABRIS sont connus par les OBC.	Apporter une assistance technique aux partenaires œuvrant en AME/ABRIS sur les standards opérationnels et vulnérabilités.	4115	107,5	430	752,5	1130	1695
Les staffs sont formés sur les standards opérationnels et en évaluation des besoins en AME et ABRIS et maîtrisent les outils de collecte.	Organiser une formation de staffs sur les standards opérationnels, vulnérabilités et des outils d'évaluation des besoins en AME et ABRIS.	1485	129	0	0	1356	0
Objectif spécifique 4 : Evaluer les besoins humanitaires des personnes affectées et fournir une assistance directe en ABRIS légers/transitionnels et en AME par aux ménages.							
Besoins des personnes affectées en AME/ABRIS évalués.	Profilage, évaluation et analyse des besoins par vulnérabilité en AME/ABRIS.	9876	258	1032	1806	2712	4068
89% de personnes affectées et dans le besoin en AME/ABRIS accèdent à une assistance intégrée.	Organisation de distribution des kits AME et kits abris légers dans les zones à crise.	195300	0	25800	0	67800	101700
Sous total		228395,6	1036	28569,2	6351,1	76433,2	116005,8
SECTEUR CLE D'INTERVENTION : WASH/SANTE							
Objectif global : Fournir une réponse coordonnée et intégrée et préventive en Wash/Santé dans les zones à risques des MAPEPI et autres maladies d'origine hydrique.							
Objectif spécifique 1 : Promouvoir des pratiques essentielles d'hygiène dans les structures sanitaires, scolaires et des ménages par animation et sensibilisation.							
Résultats	Activités	Coût global	Année 1	Année 2	Année 3	Année 4	Année 5
Les membres de la communauté sont sensibilisés et animés sur la promotion de l'hygiène/Assainissement.	Appui en sensibilisations/animations communautaires sur la promotion de l'hygiène.	7900,8	206,4	825,6	1444,8	2169,6	3254,4

Les autorités, leaders locaux et prestataires des soins sont renforcés en capacités sur les pratiques essentielles d'hygiène et d'assainissement.	Organiser des séances de formation sur les pratiques essentielles d'hygiène aux autorités, leaders locaux et prestataires des soins.	4625	0	860	1505	2260	0
Les autorités, leaders locaux et prestataires des soins sont formés/renforcés en capacités sur l'approche ATPC/FDAL.	Organiser une séance de formations et renforcement des capacités des autorités, leaders locaux et prestataires des soins sur l'approche ATPC/FDAL.	3855,26	248,5	994,16	0	2612,56	0
Les ouvrages d'assainissement sont maintenus dans les milieux scolaires.	Redynamisation des brigades scolaires et formation des brigadiers d'assainissement sur la maintenance des ouvrages d'assainissement en milieu scolaire.	5925,6	154,8	619,2	1083,6	1627,2	2440,8
Les directeurs, Enseignants et les représentants des élèves sont formés/renforcés en capacités sur l'approche ATPMS.	Organiser une séance de formations et renforcement des capacités des directeurs, Enseignants et représentants sur l'approche ATPMS.	5925,6	154,8	619,2	1083,6	1627,2	2440,8
Objectif spécifique 2 : Assurer une amélioration des conditions des ouvrages hydrauliques et d'assainissement et d'accès aux latrines hygiéniques.							
Evaluer/Analyser les vulnérabilités des personnes dans les besoins en Wash.	Evaluer/Analyser les vulnérabilités des personnes dans les besoins en Wash.	1861	86	344	301	452	678
Identification/ciblage des personnes vulnérables en EHA.	Identification/ciblage des personnes vulnérables en EHA.	3292	86	344	602	904	1356
Distribution/donation des kits Wash ménage	Distribution/donation des kits Wash ménage	22156	860	5332	6020	9944	0
Appui en construction des latrines individuelles familiales.	Appui en construction des latrines individuelles familiales.	61428,72	1605	6419,04	11233,3	16868,64	25302,96

Distribution des kits d'hygiène intime aux femmes et filles en âge de procréation.	Distribution des kits d'hygiène intime aux femmes et filles en âge de procréation.	61527,48	1607	6429,36	11251,4	16895,76	25343,64
Dotation des kits de maintenance des latrines scolaires.	Dotation des kits de maintenance des latrines scolaires.	6847,36	178,9	715,52	1252,16	1880,32	2820,48
Aménagement et captage des sources simples d'eau potable.	Aménagement et captage des sources simples d'eau potable.	34401,4	898,7	3594,8	6290,9	9446,8	14170,2
Construction de latrines en milieux scolaires.	Construction de latrines en milieux scolaires.	131680	3440	13760	24080	36160	54240
Sous total		351426,22	9526	40856,88	66147,8	102848,1	132047,28

SECTEUR CLE D'INTERVENTION : PROTECTION

Objectif global : Contribuer au Renforcement des mécanismes communautaires de protection et de prise en charge des enfants,

Objectif spécifique 1 : D'ici 2027 des Structures communautaires de protection de l'enfant sont formées, redynamisées et équipées dans nos zones d'intervention

Résultats	Activités	Coût global	Année 1	Année 2	Année 3	Année 4	Année 5
Les structures communautaires des protections de l'enfant sont formées, redynamisées, équipées dans nos zones d'intervention.	Identifier, documente et rapporter les cas d'incidents de protection,	16460	430	1720	3010	4520	6780
	Redynamisation, formation et appuis des RECOPE	22240,752	581	2324,064	4067,11	6107,424	9161,136
	Former des animateurs et pairs éducateurs des EAE en protection de l'enfant et prise en charge psychologique	18517,5	483,8	1935	3386,25	5085	7627,5
	Mettre en place et opérationnaliser les Espaces d'Amis d'Enfants ;	52885,98	1382	5526,36	9671,13	14522,76	21784,14

	Former les acteurs de protection de l'enfant sur la protection d'enfants en situation d'urgence,	9876	258	1032	1806	2712	4068
Objectif spécifique 2 : Apporter une prise en charge appropriée aux enfants en besoin spécifiques de protection (EAFGA, ENA, ES, OEV, enfants vivants avec handicap.							
Les enfants en besoin spécifiques de protection (EAFGA, ENA, ES, OEV, enfants vivants avec handicap) bénéficient d'une prise en charge appropriée	Sensibiliser des personnes et/ou la communauté sur différents thématiques de la protection de l'enfant.	29628	774	3096	5418	8136	12204
	Identifier, documenter, et prendre en charge les enfants en besoins spécifiques de protection,	98760	2580	10320	18060	27120	40680
Objectif spécifique 3 : Apporter un accompagnement psychosocial des membres des structures communautaires et aux bénéficiaires affectés et dans les besoins							
Enfants affectés par les crises des conflits armés et des catastrophes naturelles bénéficient d'un accompagnement	Identifier, documenter, et offrir un accompagnement psychosocial aux enfants	58597,6	1531	6123,2	10715,6	16091,2	24136,8
	Appuyer les structures communautaires dans la prise en	29048,608	758,9	3035,456	5312,05	7976,896	11965,344
psychologique dans les structures communautaire de protection implantées dans nos zones d'intervention.	charge psychosociale,						
	Former et /ou renforcer les capacités des encadreurs communautaires sur la prise en charge psychosociale	12345	322,5	1290	2257,5	3390	5085
Sous total		348359,44	9101	36402,08	63703,6	95661,28	143491,92
SECTEUR CLE D'INTERVENTION : EDUCATION							
Objectif global : Amélioration de la qualité de l'enseignement, l'accès et la gouvernance scolaire.							
Objectif spécifique 1 : D'ici 2027, 340 enseignants, 45 directeurs et 30 inspecteurs sont formés dans les écoles pour améliorer leur prestation dans les provinces/zones d'intervention							

Résultats	Activités	Coût global	Année 1	Année 2	Année 3	Année 4	Année 5
Résultat 1 :	Appuyer les formations des enseignants et directeurs sur différentes thématiques	78925,7	2062	8247,4	14433	21673,4	32510,1
Les enseignants, les directeurs et les inspecteurs sont formés dans les écoles pour améliorer leur prestation dans les provinces/zones d'intervention	Appuyer les visites pédagogiques des inspecteurs	10797,76	282,1	1128,32	1974,56	2965,12	4447,68
Objectif spécifique 2 : 35 salles de classes sont construites / réhabilitées et équipées ; et 50 portes de latrines dans les provinces/zones d'intervention							
Résultat 2 :	Organiser les missions d'évaluation des besoins dans les écoles à construire/réhabiliter	8295,84	216,7	866,88	1517,04	2278,08	3417,12
Les salles de classes sont construites / réhabilité et équipées ; et 50 portes de latrines dans nos zones d'intervention	Organiser des réunions avec les autorités scolaires et les COGES	987,6	25,8	103,2	180,6	271,2	406,8
	Construire et/ou réhabiliter les latrines dans les écoles sélectionnées	39504	1032	4128	7224	10848	16272
	Construire et/ ou réhabiliter les salles de classes des écoles sélectionnées	158016	4128	16512	28896	43392	65088
	Equiper les salles de classe en mobiliers scolaires.	31603,2	825,6	3302,4	5779,2	8678,4	13017,6
	Distribuer les kits hygiénique et assainissement (EHA/ WASH)	9612,64	251,1	1004,48	1757,84	2639,68	3959,52
Objectif spécifique 3 : 100 structures de gouvernance scolaire dans des écoles sont opérationnelles dans les provinces/zones d'intervention							
Les structures de gouvernance scolaire dans des écoles sont opérationnelles dans les provinces/zones d'intervention	Redynamiser des COPA, COGES, CEL	2436,08	63,64	254,56	445,48	668,96	1003,44
	Former les COPA, COGES, CEL	29628	774	3096	5418	8136	12204

	Organiser des séances travail sur la prévision budgétaire, les plans d'amélioration scolaires, l'application des textes légaux et les manuels de procédures dans les écoles.	5333,04	139,3	557,28	975,24	1464,48	2196,72
Objectif spécifique 4 : 100 structures de gouvernance scolaire dans des écoles sont opérationnelles dans les provinces/zones d'intervention							
Les enfants des écoles bénéficient des kits scolaires, des kits enseignants et des activités récréatives dans les provinces/zones d'intervention	Identifier, par liste, les enfants	0	0	0	0	0	0
	Distribuer les kits aux enfants et enseignants	213980	5590	22360	39130	58760	88140
	Distribuer les kits récréatifs aux écoles	14550,64	380,1	1520,48	2660,84	3995,68	5993,52
	Distribuer les kits didactiques aux écoles	22991,328	600,6	2402,496	4204,37	6313,536	9470,304
	Distribuer les fournitures aux enseignants	16986,72	443,8	1775,04	3106,32	4664,64	6996,96
Objectif spécifique 5 : 2100 enfants en déphasage scolaire bénéficient des cours de récupération et intègrent le système formel dans les écoles dans les provinces/zones d'intervention							
Les enfants en décrochage scolaire bénéficient les cours de récupération et intègrent le système formel dans les écoles dans les zones d'intervention	Identifier par liste les enfants en décrochage scolaire	4279,6	111,8	447,2	782,6	1175,2	1762,8
	Organiser les cours de récupération en faveur des enfants	26994,4	705,2	2820,8	4936,4	7412,8	11119,2
	Intégrer les enfants dans le système formel	0	0	0	0	0	0
Objectif spécifique 6 : 3000 enfants bénéficient des activités des compétences de vies courantes dans les provinces/zones d'intervention							
	Identifier et sélectionner les pairs éducateurs	2946,34	76,97	307,88	538,79	809,08	1213,62

Les enfants bénéficient des activités des compétences de vies courantes dans les provinces/zones	Renforcer les capacités de paires éducatrices	8216,832	214,7	858,624	1502,59	2256,384	3384,576
d'intervention	Mettre en place ou redynamiser les clubs d'enfants	3127,4	81,7	326,8	571,9	858,8	1288,2
	Appuyer les clubs d'enfants en matériellement de différents jeux éducatifs	11061,12	289	1155,84	2022,72	3037,44	4556,16
Sous total		701261,84	18320	73278,88	128238	192570,1	288855,12

SECTEUR CLE D'INTERVENTION : GOUVERNANCE PAIX ET TRANSFORMATION DES CONFLITS FONCIERS(LTP) ET SOCIO-ECONOMIQUE

Pilier 1. PAIX ET TRANSFORMATION DES CONFLITS

Objectif global : Contribuer à la promotion de la paix et à la réduction des conflits communautaires violents à travers la mise en place des mécanismes de résolutions des conflits par l'utilisation des méthodes collaboratives.

Objectif spécifique 1 : Accompagner techniquement et matériellement les structures communautaires des paix dans la mise en place des mécanismes de prévention et de résolution des conflits (fonciers et socioéconomiques) dans les zones d'intervention d'APEDC-RDC.

Résultats	Activités	Coût global	Année 1	Année 2	Année 3	Année 4	Année 5
Les structures communautaires de paix créées et redynamisées sont devenues des structures professionnelles dans la résolution des conflits	Identifier les structures communautaires de paix existant dans les zones d'intervention de APEDC-RDC	32920	860	3440	6020	9040	13560
	Mise en place de nouvelles structures là où elles n'existent pas	118512	3096	12384	21672	32544	48816
	Former les structures sur les techniques de transformation des conflits ainsi que sur les méthodes collaboratives de leur résolution.	118512	3096	12384	21672	32544	48816

	Appuyer financièrement et matériellement les structures communautaires de paix.	118512	3096	12384	21672	32544	48816
Objectif spécifique 2 : Renforcer l'implication des structures communautaires de paix dans le processus d'identification, de la documentation et résolution des conflits jusqu'à la signature des actes de compromis dans les zones d'intervention de l'organisation.							
Les actions de paix menées par le soutien des communautés et des	Accompagner les structures dans l'identification et analyse des conflits entre les parties	118512	3096	12384	21672	32544	48816
structures locales de paix ont réduit les conflits dans les zones d'intervention d'APEDC-RDC	Organiser les séances de médiation pour résoudre les conflits identifiés et documentés.	16460	430	1720	3010	4520	6780
	Organiser des séances de dialogue communautaire en vue du rapprochement des communautés ;	32920	860	3440	6020	9040	13560
	Soutenir les structures locales de paix dans l'organisation des séances de médiation des conflits.	49380	1290	5160	9030	13560	20340
Objectif spécifique 3 : Apporter des réponses aux questions liées aux LTP documentées au niveau local, territorial et provincial							
Une cartographie par zone d'intervention des problèmes LTP est établie.	Cartographier tous les problèmes LTP qui affectés acteurs et structures œuvrant dans le domaine de LTP dans la province	6320,64	165,1	660,48	1155,84	1735,68	2603,52
	Sensibiliser les déplacés internes, les réfugiés et les communautés hôtes, celles affectées par les conflits et/ou les	24690	645	2580	4515	6780	10170

	catastrophes naturelles sur les droits LTP						
	(vulgarisation en langues locales des instruments juridiques, la cohésion sociale, le dialogue et le vivre ensemble						
Pilier 2. GOUVERNANCE							
Objectif global : Contribuer à l'amélioration de l'environnement politique, sécuritaire, socio-économique favorable aux femmes et aux jeunes filles et jeunes garçons en vue d'une meilleure participation des femmes, des jeunes filles et des jeunes garçons à la gouvernance locale.							
Objectif spécifique 1 : Promouvoir la participation des femmes et des jeunes à la vie citoyenne et sociale et susciter leur implication de manière responsable à la formulation, à la mise en œuvre, à la réforme et au suivi des processus de gouvernance et des politiques de développement local dans nos zones d'intervention.							
D'ici 2027, la participation de 60% des femmes et de 60 % des jeunes filles et garçons dans la vie citoyenne, sociale	Organiser des campagnes de sensibilisation et information multimédias en s'appuyant sur les radios locales ;	39504	1032	4128	7224	10848	16272
ainsi que dans les initiatives de développement local, est renforcée.	Organiser les plaidoyers auprès des autorités politico administratives à travers un cadre de concertation pour améliorer la redevabilité.	79008	2064	8256	14448	21696	32544
Les capacités des 60% femmes et de 60% des jeunes à accéder aux	Renforcer les capacités des OSC et des autorités locales pour l'élaboration et la mise en œuvre et suivi des processus de planification et gouvernance participative.	23702,4	619,2	2476,8	4334,4	6508,8	9763,2

institutions d'appui à la démocratie (CNDH et son antenne provinciale) sont améliorées pour des recours non-judiciaires et l'expression de leurs attentes d'ici 2023.	Former les OSC sur la						
	programmation/l'implémentation des activités selon l'approche basée sur les droits humains.	118512	3096	12384	21672	32544	48816
75% des jeunes vulnérables ont accès à l'information, à la formation, et à la communication sur leurs droits et leurs besoins d'ici 2027.	Soutenir la participation des femmes leaders et défenseures des droits humains aux mécanismes locaux (fora de quartier, conseil local de sécurité, diagnostics locaux de sécurité).	32920	860	3440	6020	9040	13560
	Renforcer les capacités des médias locaux et communautaires sur les droits humains, la gouvernance fréquentés par les jeunes et les femmes pour plus d'accès à l'information, y compris aux ressources informatiques et de communication sociale pour renforcer l'accès à et l'exploitation de l'espace digital (comme espace civique d'expression de démocratie participative et de vie citoyenne)	39504	1032	4128	7224	10848	16272
	Appuyer la création d'un cadre de concertation et de mécanisme de coordination des activités de	15801,6	412,8	1651,2	2889,6	4339,2	6508,8

	cohésion et de réconciliation au profit de la jeunesse.						
Sous total		1018610,6	26610	106440,5	186271	279715,7	419573,52

SECTEUR CLE D'INTERVENTION : SOUTIEN AU PROGRAMME DE DEVELOPPEMENT

Objectif global : Assurer une réponse efficace aux problèmes prioritaires identifiés par l'amélioration de la mobilisation et la gestion rationnelle des ressources financières nécessaires, l'intégration des interventions dans les systèmes de base des secteurs, la performance du fonctionnement du système national de suivi et d'évaluation pour disposer des informations stratégiques (recherche) et la coordination harmonieuse de la réponse résiliente.

Pilier 1. Financement durable

Objectif spécifique 1 : Développer des activités génératrices des revenus pour accroître la capacité d'autofinancement de APEDC RDC afin d'apporter une réponse aux besoins des populations affectées par la crise dans nos zones d'intervention.

Résultats	Activités	Coût global	Année 1	Année 2	Année 3	Année 4	Année 5
Activités génératrices des revenus développées et les capacités d'autofinancement de APEDC RDC accrues.	Plaidoyer pour octroi et accès aux terres cultivables ;	32936,46	860,4	3441,72	6023,01	9044,52	13566,78
	Travaux de préparation des terrains et emblavure de 30 ha et semis des cultures ;						
	Acquisition des intrants agricoles (semences et outils) ;						
	Accompagnement des OP/OBC en coopératives agricoles						

Pilier 2. Renforcement du système de production à la base pour la résilience communautaire.

Objectif spécifique 1 : Appuyer/Elaborer des plans de développement local dans les Groupements des zones d'intervention de APEDC RDC.

Existence des documents des Plans de développement local et son application à la base	Mener des études d'évaluation et analyse des besoins multisectoriels sur le profil de villages/ groupements	20410,4	533,2	2132,8	3732,4	5604,8	8407,2
---	---	----------------	-------	--------	--------	--------	--------

	Appui/accompagnement des membres de la communauté le processus du PLD ;						
	Organiser des réunions de restitution des résultats et constitution des comités locaux et de suivi du PLD						
Objectif spécifique 2 : Accroître les moyens de subsistance de nos bénéficiaires grâce à l'appui au développement de leurs initiatives.							

Moyens de subsistance de bénéficiaires accrus grâce aux subventions de leurs micro-projets.	Identification/sélection des initiatives locales de développement ;	51849	1355	5418	9481,5	14238	21357
	Capacitation des membres des initiatives choisies sur le capital humain et gestion des revenus ;						
	Organisation des missions de suivi et d'appui aux initiatives locales appuyées.						
Sous total		105195,86	2748	10992,52	19236,9	28887,32	43330,98

COORDINATION GLOBALE AUTOUR DU PSOQ 2023 -2027

Objectif global : Vulgariser les documents légaux aux staffs, réviser ceux jugés nécessaires pour la bonne gestion inter-organisationnelle et promouvoir les valeurs de APEDC RDC.

Objectif spécifique 1 : Organiser un atelier national de partage et prise de connaissance des documents égaux de APEDC et tenue de 4 séances de restitution et de vulgarisation

Résultats	Activités	Coût global	Année 1	Année 2	Année 3	Année 4	Année 5
Un atelier national sur la vulgarisation des documents légaux de APEDC et 4 séances de restitution organisés	Organisation d'un atelier d'échange et de connaissance des documents	7077,8	184,9	739,6	1294,3	1943,6	2915,4

	administratifs (manuel de procédures, statuts, R.O.I, politiques).						
Objectif spécifique 2 : Organiser les assemblées générales participatives chez APEDC							
Assemblées générales participatives tenues chez APEDC	Organisation des assemblées générales annuelles.	4477,12	117	467,84	818,72	1229,44	1844,16
Objectif spécifique 3 : Renforcer les capacités des staffs APEDC RDC dans les différents secteurs clés d'intervention							
Réunions semi-technique ou d'échange d'informations et partage de données tenues	Organisation des réunions semitechniques hebdomadaires d'échange d'informations internes et/ou chaque département présente les réalisations, défis/Recommandations, planification, selon les projets et les décisions à prendre.	3292	86	344	602	904	1356
Trois formations appuyées à l'extérieur du pays pour les staffs APEDC RDC ;	Identification des besoins en formations par les départements, élaboration d'un plan de formation et renforcement des capacités des staffs.	11778,584	307,5	1230,144	2153,35	3234,512	4853,124
Accords signés avec des Maisons de consultance pour le renforcement de capacités des staffs APEDC RDC.	Ciblage des thématiques pour lesquelles APEDC souhaite encren ses expériences et appuyer la participation aux formations hors pays.						
	Prise de contact avec les maisons de consultance pour la						

	tenue des formations à haute portée.						
MECANISME DE SUIVI, COMMUNICATION ET GESTION DES PLAINTES ET DE L'INFORMATION							
Objectif spécifique 1 : Mettre en place un système de suivi et évaluation opérationnel adapté au PSOQ							
Résultats	Activités	Coût global	Année 1	Année 2	Année 3	Année 4	Année 5
Un système de suivi et évaluation opérationnel mis en place et fonctionnel.	Organisation/tenue des séances de partage sur l'utilisation et rapportage dans les outils ;	5925,6	154,8	619,2	1083,6	1627,2	2440,8
Objectif spécifique 2 : Concevoir et appliquer une base de données de suivi et évaluation							
Une base des données opérationnelle mise en place et accessible à tous les staffs dans nos zones d'intervention.	Créer et renforcer le système de base de données existant	344	43	0	301	0	0
Objectif spécifique 3 : Viabiliser un système de gestion des plaintes et de feed-back							
Mécanisme de gestion des plaintes communautaires connu.	Acquisition d'une ligne verte et la mise en place d'un mécanisme de gestion des plaintes fiable	5925,6	154,8	619,2	1083,6	1627,2	2440,8
Objectif spécifique 4 : Développer un circuit de communication							
Bulletins d'informations des activités produits et Un site Web APEDC RDC créé et régulièrement mis à jour	Produire des bulletins mensuels des activités et créer un site Web pour APEDC RDC	7242,4	189,2	756,8	1324,4	1988,8	2983,2
Sous total		19437,6	541,8	1995,2	3792,6	5243,2	7864,8
COÛTS INDIRECTS DE SOUTIEN AUX PROGRAMMES							
Coûts et avantages du personnel		2318558,9	60570	242279,5	423989	636688,1	955032,156
Fournitures bureaux		28228,9	737,5	2949,8	5162,15	7751,8	11627,7
Equipements bureaux		29465,52	1364	3440	4752,79	6205,96	13702,38
Loyers bureaux et assurances		72160,64	1885	7540,48	13195,8	19815,68	29723,52

Communication Téléphone & Internet	60678,144	1585	6340,608	11096,1	16662,53	24993,792
Voyages	89871,6	2348	9391,2	16434,6	24679,2	37018,8
Transport (Véhicule, Moto) & maintenance	272577,6	7121	28483,2	49845,6	74851,2	112276,8
Sous total	2871541,3	75611	300424,8	524476	786654,5	1184375,15
Sous-total des dépenses de tous les secteurs clés d'intervention	17873294	5E+05	1870178	3252094	4905041	7378485,52
Coût de transfert bancaire		5%	893664,71	23375	93508,88	162605
Budget total du document	18766959	5E+05	1963687	3414698	5150293	7747409,79

Bukavu, le 15 décembre 2024

Pour APEDC – RDC

Pierre MWESHIMIWA MANUKA Coordinateur Pays

